



# Le Groupe Banque TD présente ses résultats pour le deuxième trimestre de 2020

Communiqué de presse sur les résultats • Trois mois et six mois clos le 30 avril 2020

Le présent communiqué de presse sur les résultats trimestriels doit être lu avec le rapport aux actionnaires non audité du deuxième trimestre de 2020 de la Banque pour les trois mois et six mois clos le 30 avril 2020, préparé selon les Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), accessible sur le site Web de la TD à l'adresse <http://www.td.com/francais/investisseurs/>. La présente analyse est en date du 27 mai 2020. Sauf indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens et proviennent essentiellement des états financiers consolidés intermédiaires ou annuels de la Banque, qui sont dressés selon les IFRS. Certains montants comparatifs ont été révisés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période considérée. Les renseignements additionnels concernant la Banque sont disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse <http://www.td.com>, sur le site SEDAR à l'adresse <http://www.sedar.com> et sur le site de la Securities and Exchange Commission des États-Unis à l'adresse <http://www.sec.gov> (section EDGAR filers).

Les résultats comme présentés sont conformes aux principes comptables généralement reconnus (PCGR), en vertu des IFRS. Les mesures rajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du rapport de gestion pour obtenir une description des résultats comme présentés et des résultats rajustés.

## POINTS SAILLANTS FINANCIERS DU DEUXIÈME TRIMESTRE en regard du deuxième trimestre de l'exercice précédent :

- Le résultat dilué par action comme présenté a été de 0,80 \$, par rapport à 1,70 \$.
- Le résultat dilué par action rajusté a été de 0,85 \$, par rapport à 1,75 \$.
- Le résultat net comme présenté a atteint 1 515 millions de dollars, comparativement à 3 172 millions de dollars.
- Le résultat net rajusté a atteint 1 599 millions de dollars, comparativement à 3 266 millions de dollars.

## POINTS SAILLANTS FINANCIERS DEPUIS LE DÉBUT DE L'EXERCICE, période de six mois close le 30 avril 2020 en regard de la période correspondante de l'exercice précédent :

- Le résultat dilué par action comme présenté a été de 2,42 \$, par rapport à 2,97 \$.
- Le résultat dilué par action rajusté a été de 2,51 \$, par rapport à 3,32 \$.
- Le résultat net comme présenté a atteint 4 504 millions de dollars, comparativement à 5 582 millions de dollars.
- Le résultat net rajusté a atteint 4 671 millions de dollars, comparativement à 6 219 millions de dollars.

## RAJUSTEMENTS DU DEUXIÈME TRIMESTRE (ÉLÉMENTS À NOTER)

Les chiffres du résultat comme présenté pour le deuxième trimestre comprennent les éléments à noter suivants :

- Amortissement d'immobilisations incorporelles de 68 millions de dollars (59 millions de dollars après impôt ou 3 cents par action), comparativement à 78 millions de dollars (66 millions de dollars après impôt ou 3 cents par action) au deuxième trimestre de l'exercice précédent.
- Charges liées à l'acquisition de Greystone de 26 millions de dollars (25 millions de dollars après impôt ou 2 cents par action), comparativement à 30 millions de dollars (28 millions de dollars après impôt ou 2 cents par action) au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

**TORONTO, le 28 mai 2020** – Le Groupe Banque TD (la «TD» ou la «Banque») a annoncé aujourd'hui ses résultats financiers pour le deuxième trimestre clos le 30 avril 2020. Le résultat net comme présenté a atteint 1,5 milliard de dollars, en baisse de 52 % par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, et le résultat net rajusté s'est élevé à 1,6 milliard de dollars, en baisse de 51 %.

«La COVID-19 a une incidence sur la santé et le bien-être financier de nos clients et collègues de façon très personnelle et sans précédent. Nos pensées accompagnent les personnes les plus durement touchées, et nous travaillons essentiellement à les aider à surmonter les défis considérables auxquels elles sont confrontées, a déclaré Bharat Masrani, président du Groupe et chef de la direction, Groupe Banque TD. Depuis plus de 165 ans, nous bâtissons notre Banque avec ambition et dévouement en nous souciant d'enrichir la vie de nos clients, collègues et collectivités. C'est en gardant cet objectif en tête que nous prenons les mesures nécessaires pour soutenir et protéger l'économie et les gens que nous servons.

«Nous avons constaté au cours des deux derniers mois la résilience et le caractère dont fait preuve la Banque. Forts des investissements réalisés au fil des dernières années dans nos gens, nos processus et notre technologie, plus de 90 000 banquiers de la TD ont pu rapidement et avec détermination adopter nos nouvelles façons de faire et s'adapter aux conditions en constante évolution, tout en faisant face à d'importantes perturbations et difficultés dans leur vie personnelle. Je tiens à remercier chacun de nos collègues pour leur dévouement ainsi que leur profond engagement envers nos clients et la Banque, a ajouté M. Masrani.

«La TD a intégré ce contexte d'exploitation en position de force grâce à un bilan de grande qualité et à de solides situations de liquidité et de fonds propres. À l'échelle de nos activités diversifiées, et dans chaque région où nous exerçons nos activités, la TD continue de répondre aux besoins bancaires de nos 26 millions de clients. La Banque continuera d'aider nos clients, collègues et collectivités alors que nous nous efforçons de surmonter la crise actuelle et travaillons avec les gouvernements, les organismes de réglementation et les autres parties prenantes à rebâtir notre économie», a mentionné M. Masrani.

## Services de détail au Canada

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail au Canada s'est établi à 1 172 millions de dollars, une baisse de 37 % par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net rajusté a atteint 1 197 millions de dollars, une baisse de 36 % en regard de celui du trimestre correspondant de 2019. La diminution s'explique essentiellement par la hausse de la provision pour pertes sur créances. Les produits ont augmenté de 1 % en raison d'une hausse des volumes de prêts et de dépôts et d'une augmentation des activités de gestion de patrimoine et d'assurance, en partie contrebalancées par la pression sur les marges étant donné la diminution des taux d'intérêt. La provision pour pertes sur créances a augmenté de 873 millions de dollars comparativement à celle du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une hausse des provisions sur prêts productifs attribuable aux changements dans les perspectives économiques.

Le secteur Services de détail au Canada a réagi rapidement à la crise actuelle en mettant en œuvre de multiples initiatives. En développant de nouveaux outils mobiles et en ligne et en mettant à profit les solides capacités omnicanales et les programmes existants de la TD, comme Assistance TD, le secteur Services de détail au Canada a permis aux clients d'accéder aux programmes d'aide financière, rapidement et facilement, ce qui s'est traduit par l'octroi de plus de 500 000 allègements de prêts, réductions et reports de paiements des primes d'assurance, et montages de prêts en vertu du programme CUEC. Il a également amélioré ses capacités de libre-service, notamment les renouvellements hypothécaires en ligne ou par téléphone, ce qui a entraîné un niveau élevé de montages de prêts garantis par des biens immobiliers au cours du trimestre. Les services de placement direct ont affiché un nombre inégalé d'ouvertures de comptes et une importante augmentation des volumes d'opérations étant donné que les clients ont tiré parti d'outils et de ressources d'apprentissage nouveaux et améliorés guidant leurs décisions de placement dans un marché volatil, et ce, dans le confort de leur foyer. Les primes de TD Assurance ont augmenté au moyen des canaux traditionnels et des capacités de ventes entièrement numériques accessibles dans la nouvelle plateforme d'assurances générales lancée au deuxième trimestre.

### **Services de détail aux États-Unis**

Le résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis s'est établi à 336 millions de dollars (261 millions de dollars US), en baisse de 73 % (72 % en dollars US) par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La contribution de TD Ameritrade au résultat du secteur s'est établie à 234 millions de dollars (174 millions de dollars US), en baisse de 9 % (11 % en dollars US) par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent, du fait principalement de la baisse des commissions de négociation et de la hausse des charges d'exploitation, partiellement contrebalancées par l'accroissement des volumes d'opérations.

La contribution des Services bancaires de détail aux États-Unis au résultat, qui ne tiennent pas compte de la participation de la Banque dans TD Ameritrade, s'est élevée à 102 millions de dollars (87 millions de dollars US), soit une baisse de 90 % (88 % en dollars US) par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution s'explique par une hausse de la provision pour pertes sur créances, une diminution des produits et une augmentation des charges. Au cours du trimestre, les produits ont diminué, la pression sur les marges et la baisse des activités de la clientèle ayant plus que contrebalancé la croissance des volumes de prêts et de dépôts. La provision pour pertes sur créances a augmenté de 911 millions de dollars (644 millions de dollars US) comparativement à celle du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une hausse des provisions sur prêts productifs attribuable aux changements dans les perspectives économiques.

Les Services bancaires de détail aux États-Unis ont réagi rapidement à la crise de la COVID-19 et ont continué de transformer leur façon de servir les clients. Rapidement, une application numérique de bout en bout a été créée pour permettre aux clients de petites entreprises d'accéder à du financement fédéral dans le cadre du Paycheck Protection Program mis en œuvre par la Small Business Association aux termes de la loi américaine intitulée *CARES Act*, qui a permis de financer environ 75 000 prêts (environ 28 000 prêts à la fin du trimestre). Les Services bancaires de détail aux États-Unis ont également élargi leur programme TD Cares, conçu pour offrir aux clients un soutien immédiat, y compris des remboursements de frais et des reports de versements. Les Services bancaires de détail aux États-Unis ont continué d'aider les clients à accéder au crédit et aux liquidités nécessaires dans le contexte difficile actuel en leur octroyant plus de prêts, ce qui a entraîné une augmentation des soldes de clôture de 12 % par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. En outre, les Services bancaires de détail aux États-Unis ont mis à profit les guichets automatiques avec service au volant à plus de 80 % des succursales et ont créé une file d'attente virtuelle afin de respecter les exigences en matière de distanciation physique. Des capacités en matière d'intelligence artificielle ont également été déployées pour automatiser et accélérer la mise en œuvre de programmes de report de paiements de prêts automobiles, d'hypothèques et de lignes de crédit domiciliaires pour les clients.

### **Services bancaires de gros**

Le résultat net comme présenté du secteur Services bancaires de gros a été de 209 millions de dollars pour le trimestre considéré, une diminution de 5 % par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, reflétant une hausse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par une augmentation des produits. Les produits du trimestre se sont établis à 1 261 millions de dollars, en hausse de 42 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des produits liés aux activités de négociation et des honoraires de prise ferme de titres de créance. La provision pour pertes sur créances a augmenté de 379 millions de dollars comparativement à celle du deuxième trimestre de l'exercice précédent, ce qui s'explique par une hausse des provisions sur prêts productifs attribuable aux changements dans les perspectives économiques. Le secteur Services bancaires de gros a soutenu ses clients des grandes entreprises et des gouvernements dans une période de volatilité des marchés sans précédent en fournissant des liquidités sur les marchés, un accès au crédit et des conseils judicieux.

### **Fonds propres**

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires sur une base entièrement intégrée conformément à Bâle III de la TD a été de 11,0 %.

### **Conclusion**

«L'une des grandes réussites de la TD est notre capacité à nous adapter et nous continuerons de le faire au cours des mois à venir, a conclu M. Masrani. Grâce à la force de notre modèle d'affaires, à notre culture axée sur les objectifs et à notre attention portée sur l'avenir, je suis persuadé que nous résisterons à la tempête, que nous serons présents pour nos clients et que nous sortirons plus forts de cette crise.»

Le texte qui précède contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la section «Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs».

#### **Mise en garde à l'égard des énoncés prospectifs**

De temps à autre, la Banque (comme elle est définie dans le présent document) fait des énoncés prospectifs, écrits et verbaux, y compris dans le présent document, d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission (SEC) des États-Unis et d'autres communications. En outre, des représentants de la Banque peuvent formuler verbalement des énoncés prospectifs aux analystes, aux investisseurs, aux médias et à d'autres personnes. Tous ces énoncés sont faits conformément aux dispositions d'exonération et se veulent des énoncés prospectifs aux termes de la législation en valeurs mobilières applicable du Canada et des États-Unis, notamment la loi des États-Unis intitulée *Private Securities Litigation Reform Act of 1995*. Les énoncés prospectifs comprennent, entre autres, les énoncés figurant dans le présent document de même que dans le rapport de gestion (le «rapport de gestion de 2019») du rapport annuel 2019 de la Banque à la rubrique «Sommaire et perspectives économiques», à la rubrique «Perspectives et orientation pour 2020» pour les secteurs Services de détail au Canada, Services de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros, et à la rubrique «Orientation pour 2020» pour le secteur Siège social, ainsi que d'autres énoncés concernant les objectifs et les priorités de la Banque pour 2020 et par la suite et les stratégies pour les atteindre, l'environnement réglementaire dans lequel la Banque exerce ses activités, les attentes en matière de rendement financier pour la Banque ainsi que les possibles répercussions économiques, financières et autres répercussions de la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19). Les énoncés prospectifs se reconnaissent habituellement à l'emploi de termes et expressions comme «croire», «prévoir», «anticiper», «avoir l'intention de», «estimer», «planifier», «objectif», «cible» et «pouvoir» et de verbes au futur ou au conditionnel.

Par leur nature, ces énoncés prospectifs obligent la Banque à formuler des hypothèses et sont assujettis à des risques et incertitudes, généraux ou spécifiques. Particulièrement du fait de l'incertitude quant à l'environnement physique et financier, à la conjoncture économique, au climat politique et au cadre réglementaire, ces risques et incertitudes – dont bon nombre sont indépendants de la volonté de la Banque et dont les répercussions peuvent être difficiles à prévoir – peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux avancés dans les énoncés prospectifs. Les facteurs de risque qui pourraient entraîner, isolément ou collectivement, de tels écarts incluent les risques, notamment, de crédit, de marché (y compris le risque actions, le risque sur marchandises, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'écart de taux), de liquidité, opérationnel (y compris les risques liés à la technologie, à la cybersécurité et à l'infrastructure), de modèle, d'atteinte à la réputation, d'assurance, de stratégie et de réglementation ainsi que les risques juridiques, en matière de conduite, environnementaux, d'adéquation des fonds propres et les autres risques. Ces facteurs de risque comprennent notamment les répercussions économiques, financières et autres conséquences de la pandémie de la COVID-19; la conjoncture économique et commerciale dans les régions où la Banque exerce ses activités; le risque géopolitique; la capacité de la Banque à réaliser des stratégies à long terme et ses principales priorités stratégiques à court terme, notamment réaliser des acquisitions et des cessions, élaborer des plans de fidélisation de la clientèle, élaborer des plans stratégiques et la capacité de la Banque à recruter, former et maintenir en poste des dirigeants clés; les interruptions ou attaques (y compris les cyberattaques ou les intrusions liées aux données) visant la technologie informatique, Internet, les systèmes d'accès au réseau ou les autres systèmes ou services de communications voix-données de la Banque; la fraude et d'autres activités criminelles auxquelles la Banque est exposée; le défaut de tiers de se conformer à leurs obligations envers la Banque ou ses sociétés affiliées, notamment relativement au traitement et au contrôle de l'information; l'incidence de la promulgation de nouvelles lois et de nouveaux règlements, de la modification des lois et des règlements actuels ou de leur application, y compris, sans s'y restreindre, les lois fiscales, les lignes directrices sur les fonds propres et les directives réglementaires en matière de liquidité, et le régime de «recapitalisation interne» des banques; l'exposition à des litiges et à des questions de réglementation importants; la concurrence accrue exercée par les sociétés établies et des concurrents offrant des services non traditionnels, y compris les entreprises de technologie financière et les géants du domaine de la technologie; les changements apportés aux notations de crédit de la Banque; les variations des taux de change et d'intérêt (y compris la possibilité de taux d'intérêt négatifs); l'augmentation des coûts de financement et la volatilité des marchés causée par l'illiquidité des marchés et la concurrence pour l'accès au financement; le risque de transition liée à l'abandon du taux interbancaire offert; les estimations comptables critiques et les changements de normes, de politiques et de méthodes comptables utilisées par la Banque; les crises de la dette internationale actuelles ou éventuelles; le risque environnemental et social; et l'occurrence d'événements catastrophiques naturels et autres que naturels et les demandes d'indemnisation qui en découlent. La Banque avise le lecteur que la liste qui précède n'est pas une liste exhaustive de tous les facteurs de risque possibles, et d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence négative sur les résultats de la Banque. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Facteurs de risque et gestion des risques» du rapport de gestion de 2019, complétée par la section «Facteurs de risque qui pourraient avoir une incidence sur les résultats futurs» et la section «Gestion des risques» du présent document, et telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite et dans les communiqués (le cas échéant) relatifs à tout événement ou à toute transaction dont il est question aux rubriques «Événements importants et postérieurs à la date de clôture, et transactions en cours» et «Événements importants et transactions en cours» dans le rapport de gestion pertinent, lesquels peuvent être consultés sur le site Web [www.td.com](http://www.td.com). Le lecteur doit examiner ces facteurs attentivement, ainsi que d'autres incertitudes et événements possibles, de même que l'incertitude inhérente aux énoncés prospectifs, avant de prendre des décisions à l'égard de la Banque, et ne doit pas se fier indûment aux énoncés prospectifs de la Banque.

Les hypothèses économiques importantes qui étayent les énoncés prospectifs figurant dans le présent document sont décrites à la section «Notre rendement», y compris aux rubriques «Sommaire et perspectives économiques» et «Incidence sur le rendement financier des trimestres à venir», du présent document, lesquelles sont une mise à jour des hypothèses économiques importantes présentées dans le rapport de gestion de 2019 à la rubrique «Sommaire et perspectives économiques», pour les secteurs Services de détail au Canada, Services de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros à la rubrique «Perspectives et orientation pour 2020» et, pour le secteur Siège social, à la rubrique «Orientation pour 2020», telles qu'elles peuvent être mises à jour dans les rapports aux actionnaires trimestriels déposés par la suite.

Tout énoncé prospectif contenu dans le présent document représente l'opinion de la direction uniquement à la date des présentes et est communiqué afin d'aider les actionnaires de la Banque et les analystes à comprendre la situation financière, les objectifs, les priorités et les attentes en matière de rendement financier pour la Banque aux dates indiquées et pour les périodes closes à ces dates, et peut ne pas convenir à d'autres fins. La Banque n'effectuera pas de mise à jour de quelque énoncé prospectif, écrit ou verbal, qu'elle peut faire de temps à autre directement ou indirectement, à moins que la législation en valeurs mobilières applicable ne l'exige.

*Avant sa publication, ce document a été revu par le comité d'audit de la Banque et approuvé par le conseil d'administration de la Banque, sur recommandation du comité d'audit.*

**TABLEAU 1 : FAITS SAILLANTS FINANCIERS**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Aux ou pour les trois mois clos les			Aux ou pour les six mois clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
<b>Résultats d'exploitation</b>					
Total des produits	10 528 \$	10 609 \$	10 228 \$	21 137 \$	20 226 \$
Provision pour pertes sur créances	3 218	919	633	4 137	1 483
Indemnités d'assurance et charges connexes	671	780	668	1 451	1 370
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	5 121	5 467	5 248	10 588	11 103
Charges autres que d'intérêts – rajustées <sup>1</sup>	5 051	5 397	5 163	10 448	10 324
Résultat net – comme présenté	1 515	2 989	3 172	4 504	5 582
Résultat net – rajusté <sup>1</sup>	1 599	3 072	3 266	4 671	6 219
<b>Situation financière</b> (en milliards de dollars canadiens)					
Total des prêts, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts	747,0 \$	693,2 \$	663,6 \$	747,0 \$	663,6 \$
Total de l'actif	1 673,7	1 457,4	1 356,6	1 673,7	1 356,6
Total des dépôts	1 078,3	908,4	875,3	1 078,3	875,3
Total des capitaux propres	93,3	88,8	84,9	93,3	84,9
Total des actifs pondérés en fonction des risques	524,0	476,0	452,3	524,0	452,3
<b>Ratios financiers</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté	6,9 %	14,2 %	16,5 %	10,5 %	14,3 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté <sup>2</sup>	7,3	14,6	17,0	10,9	16,0
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPAAO) <sup>2</sup>	9,6	19,6	23,4	14,5	20,4
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté <sup>2</sup>	9,8	19,7	23,6	14,7	22,3
Ratio d'efficacité – comme présenté	48,6	51,5	51,3	50,1	54,9
Ratio d'efficacité – rajusté <sup>1</sup>	48,0	50,9	50,5	49,4	51,0
Provision pour pertes sur créances en % de la moyenne des prêts et acceptations nets <sup>3</sup>	1,76	0,52	0,39	1,15	0,45
<b>Information sur les actions ordinaires – comme présentée</b> (en dollars canadiens)					
Résultat par action					
De base	0,80 \$	1,61 \$	1,70 \$	2,42 \$	2,97 \$
Dilué	0,80	1,61	1,70	2,42	2,97
Dividendes par action ordinaire	0,79	0,74	0,74	1,53	1,41
Valeur comptable par action	48,54	45,91	43,51	48,54	43,51
Cours de clôture <sup>4</sup>	58,16	73,14	76,42	58,16	76,42
Actions en circulation (en millions)					
Nombre moyen – de base	1 803,0	1 810,9	1 826,6	1 807,0	1 829,9
Nombre moyen – dilué	1 804,4	1 813,6	1 830,0	1 809,0	1 833,2
Fin de période	1 803,4	1 808,2	1 828,4	1 803,4	1 828,4
Capitalisation boursière (en milliards de dollars canadiens)	104,9 \$	132,3 \$	139,7 \$	104,9 \$	139,7 \$
Rendement de l'action <sup>5</sup>	5,0 %	4,0 %	3,9 %	4,4 %	3,9 %
Ratio de distribution sur actions ordinaires	98,2	45,8	43,4	63,2	47,4
Ratio cours/bénéfice	10,2	11,1	12,3	10,2	12,3
Rendement total pour les actionnaires (1 an) <sup>6</sup>	(20,6)	2,8	10,0	(20,6)	10,0
<b>Information sur les actions ordinaires – rajustée</b> (en dollars canadiens) <sup>2</sup>					
Résultat par action					
De base	0,85 \$	1,66 \$	1,75 \$	2,51 \$	3,32 \$
Dilué	0,85	1,66	1,75	2,51	3,32
Ratio de distribution sur actions ordinaires	92,8 %	44,6 %	42,1 %	60,8 %	42,4 %
Ratio cours/bénéfice	9,9	10,8	11,6	9,9	11,6
<b>Ratios des fonds propres<sup>7</sup></b>					
Ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	11,0 %	11,7 %	12,0 %	11,0 %	12,0 %
Ratio de fonds propres de catégorie 1	12,3	13,1	13,5	12,3	13,5
Ratio du total des fonds propres	15,3	15,7	15,8	15,3	15,8
Ratio de levier	4,2	4,0	4,2	4,2	4,2

<sup>1</sup> Les mesures rajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Pour plus de renseignements sur les résultats comme présentés et les résultats rajustés, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du présent document.

<sup>2</sup> Mesures financières non conformes aux PCGR. Pour plus de renseignements, se reporter aux rubriques «Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires» et «Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires» du présent document.

<sup>3</sup> Compte non tenu des prêts dépréciés acquis.

<sup>4</sup> Cours de clôture à la Bourse de Toronto (TSX).

<sup>5</sup> Le rendement de l'action correspond au dividende annualisé par action ordinaire versé, divisé par la moyenne quotidienne du cours de clôture de l'action pendant la période considérée. Le dividende par action ordinaire est déterminé de la manière suivante : a) pour le trimestre – en annualisant le dividende par action ordinaire versé au cours du trimestre; b) pour la période depuis le début de l'exercice – en annualisant le dividende par action ordinaire versé depuis le début de l'exercice.

<sup>6</sup> Le rendement total pour les actionnaires est calculé d'après l'évolution du cours de l'action et les dividendes réinvestis sur une période continue de un an.

<sup>7</sup> Comprend les ajustements aux fonds propres prévus par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) en réponse à la pandémie de COVID-19 pour le deuxième trimestre de 2020. Pour plus de renseignements, se reporter à la section «Situation des fonds propres» du présent rapport de gestion.

---

## NOTRE RENDEMENT

### SOMMAIRE ET PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Les Services économiques TD ont considérablement abaissé leurs perspectives à l'égard du produit intérieur brut (PIB) réel mondial afin de tenir compte de l'incidence de la pandémie de COVID-19. Selon les nouvelles perspectives, le PIB réel mondial devrait maintenant reculer de 4,4 % au cours de l'année civile 2020. Contrairement aux récessions typiques, qui ont tendance à être axées sur les investissements, le ralentissement actuel est principalement attribuable à une chute soudaine de la consommation liée aux mesures de distanciation sociale imposées par le gouvernement. Les secteurs où le degré d'interaction personnelle est plus élevé, tels que les services aux particuliers et l'hôtellerie, sont les plus touchés. De même, il est prévu que la reprise sera caractérisée par des disparités considérables entre les secteurs et les régions géographiques. Les Services économiques TD prévoient une reprise partielle de l'activité économique dans la plupart des économies avancées vers la fin du deuxième trimestre civil, et que celle-ci devrait poursuivre sa lancée au cours du trimestre suivant à mesure que les gouvernements assoupliront graduellement les restrictions imposées aux entreprises et aux ménages. Ces hypothèses s'accompagnent d'un degré important d'incertitude liée aux résultats sanitaires et aux décisions prises par les gouvernements.

Mettant fin à une série de 23 trimestres de croissance d'affilée, le PIB réel des États-Unis a reculé de 4,8 % (annualisé) au cours du premier trimestre civil de 2020. Les ménages ont affiché le plus grand recul, réduisant leurs dépenses de 7,6 % et augmentant considérablement leur taux d'épargne. Les mesures pour endiguer la pandémie et en réduire l'incidence économique ont véritablement commencé à la fin mars seulement. Par conséquent, une contraction beaucoup plus marquée de l'économie est à prévoir au cours du deuxième trimestre civil, caractérisée par un taux de chômage à deux chiffres. Même si l'activité économique reprend à la fin du printemps, le PIB réel des États-Unis ne devrait pas retrouver son niveau pré-crise avant le début de l'année civile 2022 au plus tôt.

En réponse à la pandémie, la Réserve fédérale des États-Unis a mis en place des mesures de facilités de crédit et d'achat d'actifs sans précédent, après avoir procédé à une baisse rapide du taux directeur pour le ramener dans une fourchette de 0,00 % à 0,25 %. Cette réponse, combinée à celle d'autres grandes banques centrales, a permis d'améliorer le fonctionnement des marchés et de réduire les mesures prises à l'égard des tensions financières. De plus, le gouvernement fédéral des États-Unis a annoncé un plan d'aide d'environ 3 billions de dollars destiné à soutenir les entreprises et les ménages afin d'atténuer l'incidence à court terme des pertes de produits et de revenus d'emploi. Étant donné l'ampleur du choc économique, les Services économiques TD prévoient que la Réserve fédérale maintiendra son taux directeur près de sa valeur plancher pendant une longue période. La décision de hausser les taux d'intérêt nécessitera probablement des signes convaincants d'une reprise économique soutenue et d'une réduction marquée de la main-d'œuvre inutilisée.

Au Canada, l'ampleur et la durée du choc devraient être plus marquées comparativement à celui subi aux États-Unis au cours de la première moitié de l'année civile 2020. L'économie canadienne est entrée dans la pandémie déjà fragilisée, situation exacerbée par les gouvernements provinciaux qui ont, dans l'ensemble, imposé des mesures de distanciation sociale plus strictes que leurs homologues des États américains. L'érosion économique continuera de s'aggraver avec l'effondrement rapide des prix du pétrole qui devrait peser de façon persistante sur l'investissement. Ces facteurs combinés sont susceptibles de retarder d'au moins un trimestre par rapport aux États-Unis le retour du Canada au niveau d'activité économique d'avant la crise.

Le gouvernement fédéral du Canada a mis en place d'importantes mesures de soutien au revenu et au crédit, entre autres le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC). Cette dernière est un programme de subvention salariale temporaire pour les entreprises admissibles touchées par la COVID-19. Ce programme est conçu pour atténuer les pertes d'emploi à court terme et maintenir le lien d'emploi entre les travailleurs et leur employeur, afin de favoriser la reprise économique lorsque les mesures de confinement seront graduellement levées.

Les tendances nationales sont susceptibles de masquer de grandes variations au chapitre du rendement régional et sectoriel. Le secteur pétrolier canadien devrait se heurter à des défis persistants. La demande de pétrole devrait croître lentement avec la reprise de l'économie mondiale, mais il faudra plusieurs trimestres pour écouler les importants stocks qui ont été accumulés à l'échelle nationale et internationale, limitant les conditions favorables à l'amélioration des prix.

Depuis mars, la Banque du Canada a abaissé son taux directeur à sa valeur plancher, soit 0,25 %, et mis en place plusieurs programmes d'achat d'actifs et d'octroi de liquidités. Ceux-ci comprennent notamment l'achat d'obligations émises par le gouvernement du Canada et les gouvernements provinciaux, d'obligations de sociétés ainsi que d'autres titres. Compte tenu du taux d'endettement élevé qui pèse déjà sur les ménages canadiens et du taux d'insolvabilité qui commence à augmenter, une hausse éventuelle des taux d'intérêt poserait un enjeu considérable pour la Banque du Canada. Comme pour le taux directeur aux États-Unis, les Services économiques TD prévoient que la Banque du Canada maintiendra le taux directeur à son niveau actuel pour une période prolongée afin de permettre à la reprise économique de s'installer et de créer une conjoncture favorable à une inflation stable. Le dollar canadien devrait se maintenir dans une fourchette de 70 cents US à 72 cents US pendant le reste de l'année civile 2020.

Compte tenu du degré élevé d'incertitude entourant la progression de la pandémie et ses répercussions sur l'économie, les risques de détérioration des perspectives économiques sont plus grands qu'en temps normal. Il est possible que la levée des mesures de distanciation sociale se traduise par une deuxième vague de cas d'infection à la COVID-19, donnant lieu à l'imposition de nouvelles restrictions de l'activité économique. Une période de perturbation plus longue exercerait davantage de pression sur la situation financière des ménages et des entreprises, ce qui entraînerait une hausse des taux d'insolvabilité et des retombées négatives considérables sur l'économie. À l'opposé, une augmentation rapide des capacités de tester et de dépister ou la découverte à court terme d'un médicament efficace ou d'un vaccin contribuerait fortement à améliorer les perspectives économiques à moyen terme. Dans une perspective à plus long terme, la pandémie pourrait créer ou accentuer des tendances ralentissant la croissance économique potentielle au Canada et aux États-Unis, y compris l'accroissement des tensions géopolitiques, une réduction des taux d'immigration et un déclin structurel des investissements des entreprises.

### MESURES PRISES PAR LA BANQUE EN RÉPONSE À LA COVID-19

Les mesures prises pour contenir la pandémie de COVID-19 ont entraîné des répercussions économiques considérables partout dans le monde. En Amérique du Nord, le secteur bancaire a mis en œuvre diverses mesures destinées à alléger la pression sur les consommateurs et les entreprises. Les gouvernements, de concert avec les sociétés d'État, les banques centrales et les régulateurs, ont également mis sur pied des programmes visant à atténuer les répercussions de la crise et à soutenir le fonctionnement efficace des marchés financiers. La TD prend une part active à cet effort collectif en se concentrant à favoriser le bien-être des collègues et des clients de la TD et à maintenir la résilience opérationnelle et financière de la Banque.

#### Soutenir les clients

La Banque a agi rapidement afin de protéger le bien-être de ses clients et de ses collègues, en fermant temporairement une partie des succursales de son réseau et en limitant les heures d'ouverture dans d'autres succursales. Des précautions supplémentaires sont prises dans les emplacements qui demeurent ouverts, comme l'ajustement des effectifs, l'installation de matériel de protection, l'amélioration du nettoyage et la mise en place de mesures de distanciation physique pour réduire les contacts entre les personnes. Au 30 avril 2020, environ 60 % des succursales au Canada et 80 % des succursales aux États-Unis demeuraient ouvertes en offrant des services réduits et environ 6 000 guichets automatiques continuaient de fonctionner normalement.

Compte tenu de la réduction de la capacité de son réseau de succursales, la Banque a permis à la vaste majorité de ses effectifs des centres de contact de travailler à partir de la maison afin de maintenir le même niveau de services aux clients. Un certain nombre de collègues des succursales ont reçu de la formation afin de pouvoir répondre aux appels des clients. De nouvelles capacités numériques et de nouveaux outils en libre-service ont été mis en œuvre pour permettre aux clients de continuer à avoir accès aux services et conseils financiers. La Banque a élargi ses programmes d'aide aux clients, soit Assistance TD au Canada

et TD Cares aux États-Unis, et a réaffecté des collègues dans l'ensemble de l'organisation afin de soutenir ces fonctions. En outre, de nouvelles applications en ligne et pour appareil mobile ont été lancées afin de faciliter la prestation des mesures d'aide financière directe et annoncées par les gouvernements à l'intention des ménages et des entreprises.

Les mesures d'aide financière directe que la TD offre aux clients comprennent le report de paiements de prêts, le report des paiements minimums des soldes de cartes de crédit, la réduction de taux d'intérêt ainsi que le report de paiements et la réduction des primes d'assurance. Les principales mesures de report de paiements sont résumées dans le tableau ci-après, au 30 avril 2020. De plus, TD Assurance a consenti des réductions et des reports de paiements de primes d'assurance à plus de 125 000 clients au cours du trimestre, tandis que le secteur Services bancaires de gros de la TD a accru de 23 milliards de dollars son exposition totale brute aux prêts de grandes entreprises, de clients institutionnels et de gouvernements.

PROGRAMMES DE REPORTS DE PAIEMENTS MIS EN PLACE PAR LA BANQUE (au 30 avril 2020)					
Produit	Canada		États-Unis		Détails
	Comptes <sup>1</sup>	\$ CA <sup>1</sup>	Comptes <sup>1</sup>	\$ US <sup>1</sup>	
Prêts garantis par des biens immobiliers	126 000	36 milliards de dollars	7 000	2,5 milliards de dollars	Canada : report de paiements pendant une période maximale de 6 mois États-Unis : abstention minimale pendant une période de 3 mois
Autres prêts à la consommation <sup>2</sup>	122 000	3,2 milliards de dollars	226 000	2,9 milliards de dollars	Canada : report de paiements pendant une période maximale de 4 mois États-Unis : report de paiements pendant une période maximale de 3 mois
Services bancaires aux petites entreprises	6 000	1 milliard de dollars	1 000	224 millions de dollars	Canada : report de paiements pendant une période maximale de 6 mois (période maximale de 4 mois dans le cas d'un prêt garanti par des biens autres qu'immobiliers des services bancaires pour petites entreprises) États-Unis : report de paiements pendant une période maximale de 6 mois
Prêts commerciaux	6 000	5,5 milliards de dollars	4 000	6,3 milliards de dollars	Canada : report de paiements pendant une période maximale de 6 mois États-Unis : report de paiements pendant une période maximale de 3 mois

<sup>1</sup> Reflète le nombre de comptes approximatif et le solde de prêts bruts approximatif au moment du report de paiements.

<sup>2</sup> Les autres prêts à la consommation comprennent les cartes de crédit, les autres prêts aux particuliers et les prêts-auto. Les périodes de reports varient en fonction du produit.

En plus des mesures d'assistance financière directe, la Banque soutient les programmes pour les particuliers et les entreprises mis de l'avant par le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis.

#### Programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes

En vertu du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) financé par Sa Majesté du chef du Canada (le «gouvernement du Canada») et par Exportations et développement Canada (EDC) à titre d'agent du gouvernement du Canada, la Banque consent des prêts à ses clients des services bancaires aux entreprises. Selon le programme CUEC, un prêt de 40 000 \$ sans intérêt jusqu'au 31 décembre 2022 peut être consenti aux entreprises admissibles. Si une tranche de 30 000 \$ du prêt est remboursée au plus tard le 31 décembre 2022, le solde du prêt sera admissible à une annulation complète. Si le prêt n'est pas remboursé d'ici le 31 décembre 2022, il sera prolongé de trois ans à un taux d'intérêt annuel de 5 %. Le financement fourni à la Banque par le gouvernement du Canada dans le cadre du programme CUEC est assorti d'une obligation de remettre les montants recouverts sur les prêts consentis aux termes du programme et est autrement sans recours pour la Banque. Par conséquent, la Banque doit remettre la totalité des montants de principal et d'intérêts recouverts sur les prêts aux termes du programme CUEC au gouvernement du Canada, mais elle n'est pas tenue de rembourser les montants impayés des clients ou annulés. La Banque reçoit un remboursement des charges d'administration qu'elle engage pour administrer le programme au nom du gouvernement du Canada. Les prêts consentis en vertu de ce programme ne sont pas comptabilisés au bilan consolidé intermédiaire de la Banque puisque la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à ces prêts est transférée au gouvernement du Canada. Au 30 avril 2020, la Banque avait consenti à 117 000 de ses clients des prêts dans le cadre du programme CUEC et financé des prêts dans le cadre de ce programme d'un montant total de 4,7 milliards de dollars. Au 18 mai 2020, la Banque avait consenti à environ 140 000 de ses clients des prêts dans le cadre du programme CUEC et financé des prêts d'un montant total de 5,7 milliards de dollars.

#### Loi Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act et programme de protection des salaires adoptés aux États-Unis

En vertu du programme de protection des salaires (Paycheck Protection Program ou PPP), établi aux termes de la *Coronavirus Aid, Relief, and Economic Security Act* («loi CARES») des États-Unis et mis en œuvre par l'agence américaine Small Business Administration (SBA), la Banque offre des prêts jusqu'à concurrence de 10 millions de dollars US chacun aux petites entreprises, afin de leur permettre de maintenir en poste les travailleurs, de verser les salaires et de couvrir d'autres dépenses. Les prêts accordés par la Banque dans le cadre du PPP ont une durée de deux ans, portent intérêt au taux annuel de 1 % et sont garantis par la SBA. La totalité du montant du principal du prêt et les intérêts courus sont admissibles à une annulation si le prêt est utilisé pour les dépenses admissibles. La Banque recevra un remboursement de la SBA pour toute portion du prêt qui sera annulée. Au 30 avril 2020, la Banque avait financé environ 28 000 prêts aux termes du PPP. La valeur comptable brute des prêts octroyés aux termes du programme comptabilisée au bilan consolidé intermédiaire de la Banque au 30 avril 2020 s'élevait à environ 6 milliards de dollars US. Au 18 mai 2020, la Banque avait financé environ 75 000 prêts dont la valeur comptable brute s'élevait à 8,2 milliards de dollars US.

#### Autres programmes

La Banque travaille aussi avec des sociétés d'État fédérales, notamment EDC et la Banque de développement du Canada (BDC), ainsi qu'avec les gouvernements de provinces et d'États et les banques centrales, afin de mettre sur pied d'autres programmes de garantie et programmes de prêts conjoints à l'intention des clients de la Banque. Ces programmes comprennent, au Canada, le Programme de crédit aux entreprises d'EDC et le Programme de prêts conjoints de la BDC et, aux États-Unis, le Main Street Lending Program de la Réserve fédérale. En outre, la TD collabore avec le gouvernement du Canada pour faciliter l'accès à la Prestation canadienne d'urgence au moyen du dépôt direct de l'Agence du revenu du Canada.

#### Soutenir les collègues

Pour protéger le bien-être des collègues, la Banque a mis en œuvre des mesures de distanciation physique dans tous ses emplacements y compris ses centres de contact, ses salles de négociation et ses tours de bureaux. Un programme de récompenses et de reconnaissance a été mis en place pour les collègues dont les tâches peuvent uniquement être accomplies dans les établissements de la TD, et des dispositions de travail à domicile et de séparation des lieux ont été

prises en place pour d'autres collègues. Au 30 avril 2020, quelque 60 000 employés de la TD travaillaient à distance. Dans la mesure du possible, les collègues bénéficient de la flexibilité nécessaire pour adapter leurs horaires de travail et avoir accès à des congés payés supplémentaires afin de pouvoir répondre aux besoins en matière de soins à dispenser découlant de la crise. La Banque a également mis en place de nouvelles ressources en santé et bien-être pour soutenir les collègues et leurs familles. La Banque s'est aussi engagée à ne supprimer aucun poste en 2020 en raison de la COVID-19.

### **Maintenir la résilience opérationnelle et financière de la Banque**

La Banque a mis en œuvre ses protocoles de gestion de crise au début du trimestre alors que le virus se répandait dans les divers territoires où la TD est présente. Les plans de gestion de la poursuite des activités ont été lancés et un comité de gestion de crise de la haute direction a été formé pour diriger les mesures à mettre en place. La Banque a aussi travaillé activement avec ses tiers fournisseurs de services pour assurer le maintien des fonctions et des services essentiels pendant la période de perturbation.

Des mesures de séparation des lieux et de travail à domicile ont pu être rapidement mises en place, grâce aux investissements antérieurs de la Banque et à ceux qu'elle a réalisés au cours du trimestre considéré visant à améliorer son infrastructure technologique de base, la capacité de son réseau et sa stratégie infonuagique d'entreprise. Combinés aux nouvelles plateformes de prêt, aux nouveaux parcours de bout en bout de l'expérience client et aux capacités numériques et d'automatisation lancés au cours des dernières années, ces investissements ont permis à la Banque de gérer une flambée des activités du service en ligne et du service mobile, y compris une croissance supérieure à 10 % du téléchargement des applications de services bancaires mobiles et de l'utilisation des services numériques au Canada et aux États-Unis, et la multiplication par trois des volumes d'opérations des services de placement direct au plus fort de la volatilité des marchés. Ces capacités ont aussi permis de rapidement mettre en place et soutenir les programmes d'allègement des gouvernements.

La Banque surveille le risque de crédit alors qu'elle continue à soutenir les besoins des clients en matière de prêts, tout en tenant compte de la détérioration des perspectives économiques ainsi que de l'incidence des nouveaux programmes d'allègement des gouvernements et des mesures réglementaires, lesquels sont présentés plus en détail ci-après. Le risque de marché a aussi été bien géré, malgré l'importante volatilité des marchés. La situation de trésorerie et la situation de financement de la Banque demeurent solides, reflétant son approche de gestion du risque de liquidité de 90 jours et les mesures prises par la Banque au début du trimestre visant à utiliser les nouvelles facilités de liquidité des banques centrales et à se procurer un financement de gros.

### **Réponse des autorités réglementaires et des banques centrales**

En réponse aux défis imposés par la COVID-19 et la conjoncture économique, le BSIF a adopté au cours du trimestre un certain nombre de mesures visant à étayer la résilience des institutions financières fédérales et à améliorer la stabilité du système financier et de l'économie au Canada. Ces mesures comprenaient entre autres des ajustements à certaines exigences réglementaires, dont les suivantes concernent la Banque :

- Série d'ajustements aux exigences en matière de fonds propres et de liquidités afin de les adapter aux circonstances extraordinaires qui prévalent
- Report jusqu'en 2023 de la mise en œuvre des dernières réformes de la norme internationale de fonds propres de Bâle III
- Prolongation d'un an du délai de mise en œuvre des deux dernières phases des exigences de marge initiale pour les dérivés non compensés centralement
- Afin d'aider les banques à prêter assistance aux clients qui font face à des difficultés en raison des circonstances actuelles, mesure indiquant que les prêts bancaires pour lesquels les institutions auront accordé un report de paiements continueront d'être traités comme des prêts productifs aux termes des exigences réglementaires relatives aux fonds propres
- Consignes quant à l'application d'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9) durant ces conditions exceptionnelles
- Directives relatives au traitement aux fins des fonds propres pour les prêts accordés aux petites et moyennes entreprises dans le cadre des programmes gouvernementaux récemment annoncés, y compris le programme CUEC, le Programme de crédit aux entreprises d'EDC et le Programme de prêts conjoints de la BDC

Le BSIF prévoit que les banques maintiendront des réserves de fonds propres et de liquidité afin qu'elles puissent être utilisées pour offrir plus de latitude en période de crise. Au cours du trimestre, le BSIF a abaissé la réserve pour stabilité intérieure (RSI) de 1,25 % des actifs pondérés en fonction des risques pour la porter à 1,00 %, afin que les banques d'importance systémique intérieure (BISI) puissent offrir du crédit à l'économie alors qu'une période de perturbation est attendue en lien avec la propagation de la COVID-19 et la conjoncture du marché. Le BSIF s'attend à ce que les banques misent sur cette capacité accrue d'octroi de crédit pour appuyer les ménages et les entreprises au Canada et s'attend à ce que les institutions financières fédérales interrompent tout processus d'augmentation de dividendes ou de rachats d'actions pour le moment.

La Banque du Canada a mis en place une série de mesures pour aider les Canadiens à traverser cette période difficile en facilitant l'accès au crédit et en le rendant abordable, notamment en abaissant les taux d'intérêt afin de soutenir l'activité économique et de maintenir l'inflation à un niveau bas et stable. La Banque du Canada a également mis en place ou amélioré plusieurs programmes qui consistent à acquérir des actifs financiers et à prêter aux institutions financières afin de favoriser le bon fonctionnement du système financier et d'aider les institutions financières à continuer à consentir des prêts. La Banque a utilisé certains de ces programmes, notamment les opérations de prise en pension à plus d'un jour, le Mécanisme permanent d'octroi de liquidités à plus d'un jour, la Facilité d'achat des acceptations bancaires et le Programme d'achat de papier commercial.

Dans le cadre du Plan d'intervention du Canada pour répondre à la COVID-19, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a lancé une version révisée du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA). En vertu de ce programme, la SCHL achète des blocs de prêts hypothécaires assurés afin de procurer un financement stable aux banques et aux prêteurs hypothécaires et d'assurer la continuité des prêts aux Canadiens. La Banque a utilisé le PAPHA.

À l'échelle mondiale, les banques centrales et les gouvernements ont considérablement abaissé les taux d'intérêt et mis en place des programmes semblables d'achat d'actifs et de crédit afin de soutenir la liquidité des marchés. La Banque a eu recours à certains de ces programmes, au besoin.

Pour des renseignements additionnels sur les mesures prises par le BSIF en matière de fonds propres, se reporter aux rubriques «Exigences en matière de fonds propres du BSIF en vertu de Bâle III», «Évolution des fonds propres réglementaires en réaction à la COVID-19» et «Évolution future des fonds propres réglementaires» de la section «Situation des fonds propres» du présent document. Pour des renseignements additionnels sur les mesures prises par le BSIF en matière de liquidités, se reporter à la rubrique «Faits réglementaires nouveaux concernant la liquidité et le financement» de la section «Gestion des risques» du présent document.

### **Incidence sur le rendement financier du trimestre considéré**

Malgré l'intervention à grande échelle de la part des gouvernements, des banques centrales, des autorités réglementaires et du secteur, les mesures prises pour contenir la crise ont modifié profondément le paysage économique et influé considérablement sur le rendement financier de la Banque au cours du trimestre considéré.

### Produits

Les produits d'intérêts nets ont augmenté du fait de la forte croissance des volumes de prêts et de dépôts et de la hausse des produits liés aux activités de négociation, ce qui a plus que contrebalancé la baisse marquée des marges d'intérêts nettes dans les secteurs des services de détail. La diminution des marges s'explique par les baisses de 150 points de base des taux d'intérêt qu'ont décrétées la Banque du Canada et la Réserve fédérale au cours du trimestre afin d'amortir les répercussions du confinement lié à la COVID-19 et de l'effondrement des prix du pétrole. Les produits autres que d'intérêts des activités bancaires de détail ont diminué, du fait du recul des dépenses de consommation et de l'activité de paiement découlant des fermetures imposées par le gouvernement, le tout en partie contrebalancé par la hausse des produits tirés des services de placement direct en raison d'une activité de négociation accrue. Les produits des marchés financiers ont été solides, en raison de la robustesse des produits liés aux activités de négociation et de l'accroissement des activités de prise ferme de titres de créance.

#### Volumes

Les volumes de prêts (à l'exclusion des cartes de crédit) et de dépôts ont considérablement augmenté au cours du trimestre. Les prêts et dépôts des entreprises ont bondi au milieu du trimestre étant donné que les clients des commerces et des grandes sociétés ont effectué des emprunts sur leurs lignes de crédit et obtenu de nouvelles facilités pour soutenir leur bilan et qu'ils ont retenu les fonds en dépôt. À mesure que les conditions du marché se sont stabilisées, certaines lignes de crédit ont été remboursées, les soldes de dépôt des entreprises à la fin de la période étant toutefois demeurés élevés.

Dans les portefeuilles de détail, les volumes de prêts garantis par des biens immobiliers étaient solides grâce à un pipeline vigoureux au début du trimestre et à une diminution des taux d'intérêt, ce qui a stimulé les activités de refinancement. Au fil du trimestre, les volumes de prêts à la consommation non garantis ont ralenti, la faiblesse marquée des volumes de cartes de crédit ayant reflété la baisse des niveaux d'activité. Le volume des dépôts des particuliers a augmenté, les clients ayant diminué leurs dépenses, tiré parti de programmes d'aide du gouvernement et réagi à la volatilité des marchés en augmentant leurs liquidités.

#### Provision pour pertes sur créances

L'augmentation de la provision pour pertes sur crédit s'explique essentiellement par la détérioration importante des perspectives économiques. Une partie de l'augmentation est attribuable à la partie revenant aux partenaires des programmes de détaillants du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, laquelle est compensée par un montant correspondant dans les charges autres que d'intérêts du secteur Siège social, ce qui n'a eu aucune incidence sur le résultat net du secteur Siège social ou de la Banque dans son ensemble. La Banque maintient sa surveillance étroite de toutes ses expositions au risque de crédit. Les pertes de crédit attendues reflètent les meilleures estimations de la direction et tiennent compte d'informations raisonnables et justifiables, notamment l'incidence de la pandémie de COVID-19 et les programmes d'aide connexes offerts aux clients, le cas échéant. Dans la mesure où certaines répercussions ne peuvent pas être totalement intégrées dans les calculs de modèles, la direction continue d'exercer un jugement d'expert en matière de crédit pour déterminer le montant des pertes de crédit attendues en tenant compte d'informations raisonnables et justifiables qui ne sont pas déjà incluses dans les modèles quantitatifs. Pour obtenir plus de renseignements sur l'application d'estimations et l'exercice de jugement dans l'évaluation des pertes de crédit attendues, se reporter à la note 3 intitulée «Jugements, estimations et hypothèses comptables importants» des états financiers consolidés intermédiaires du deuxième trimestre de 2020 et des états financiers consolidés annuels 2019 de la Banque.

#### Charges

La Banque a engagé des coûts directs d'environ 75 millions de dollars liés à la COVID-19, notamment pour la reconfiguration physique d'installations, l'amélioration des mesures de nettoyage, la rémunération du personnel de première ligne, l'achat d'équipement supplémentaire et la mise en œuvre de programmes d'aide du gouvernement. En outre, des ressources internes considérables ont été réaffectées aux mesures d'intervention de la Banque, lesquelles se poursuivent.

#### Fonds propres et liquidités

Les mesures de fonds propres et de liquidités demeurent bien supérieures aux exigences réglementaires minimales, ce qui s'explique en partie par les avantages des mesures réglementaires et des banques centrales mentionnées ci-dessus.

#### **Incidence sur le rendement financier des trimestres à venir**

Les perspectives de la Banque pour le reste de 2020 et par la suite doivent être examinées dans le contexte d'un ralentissement économique mondial considérable provoqué par la pandémie de COVID-19, qui a eu une incidence défavorable, et qui devrait continuer d'avoir une incidence défavorable, sur les activités et les résultats d'exploitation de la Banque. Les facteurs et hypothèses pris en compte pour définir les attentes et cibles de performance de la Banque communiquées précédemment relativement à ses activités et à ses résultats d'exploitation portaient du principe que la Banque mènerait ses opérations dans le cours normal des activités. L'étendue de la pandémie de COVID-19, y compris son incidence sur les économies canadienne, américaine et mondiale, les mesures gouvernementales mises en place pour contenir les risques de transmission, la volatilité des marchés financiers, les niveaux d'activité des clients et les mesures prises par la Banque pour veiller à la sécurité et au bien-être de ses clients, collègues et collectivités, sont tous des facteurs qui n'étaient pas prévus au moment de formuler les hypothèses pour 2020. Par conséquent, pour le moment, la Banque retire toutes ses hypothèses et ses attentes et cibles de performance communiquées précédemment relatives à ses activités et à ses résultats d'exploitation, notamment en ce qui concerne les attentes à l'égard des résultats à moyen et à court terme, le taux de croissance des charges et des investissements, la marge d'intérêts nette, la provision pour pertes sur créances et le rendement des capitaux propres, aussi bien au niveau consolidé de la Banque qu'à l'échelle des secteurs d'exploitation, y compris, sans s'y limiter, les hypothèses et les énoncés prospectifs figurant dans le rapport de gestion de 2019 à la rubrique «Sommaire et perspectives économiques», à la rubrique «Perspectives et orientation pour 2020» pour les secteurs Services de détail au Canada, Services de détail aux États-Unis et Services bancaires de gros, et à la rubrique «Orientation pour 2020» pour le secteur Siège social, et tels qu'ils ont été mis à jour dans le rapport de gestion trimestriel de la Banque pour le trimestre clos le 31 janvier 2020.



## Présentation de l'information financière de la Banque

La Banque dresse ses états financiers consolidés intermédiaires selon les IFRS, les PCGR actuels, et désigne les résultats établis selon les IFRS «comme présentés». La Banque utilise également des mesures financières non conformes aux PCGR connues sous le nom de résultats «rajustés», afin d'évaluer chacun de ses secteurs d'exploitation et de mesurer la performance globale de la Banque. Pour obtenir les résultats rajustés, la Banque retranche les «éléments à noter» des résultats comme présentés. Les éléments à noter comprennent des éléments que la direction n'estime pas révélateurs du rendement sous-jacent. La Banque croit que les résultats rajustés permettent au lecteur de mieux comprendre comment la direction évalue la performance de la Banque. Les éléments à noter sont présentés dans le tableau 3. Comme expliqué, les résultats rajustés diffèrent des résultats comme présentés selon les IFRS. Les résultats rajustés, les éléments à noter et les termes semblables utilisés dans le présent document ne sont pas définis aux termes des IFRS et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

Le portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis de la Banque comprend des conventions conclues avec certains détaillants américains en vertu desquelles la TD est l'émetteur aux États-Unis de cartes de crédit de marque privée et comarquées à l'intention de leurs clients américains. En vertu des modalités de ces conventions individuelles, la Banque et les détaillants partagent les profits générés par les portefeuilles concernés après déduction des pertes sur créances. Selon les IFRS, la TD est tenue de présenter les montants bruts des produits et des provisions pour pertes sur créances liés à ces portefeuilles dans l'état du résultat consolidé intermédiaire de la Banque. À l'échelle des secteurs d'exploitation, la part des produits et des pertes sur créances revenant aux partenaires des programmes de détaillants est présentée dans le secteur Siège social et un montant correspondant (représentant la quote-part nette des partenaires) est comptabilisé dans les charges autres que d'intérêts, de sorte à éliminer toute incidence sur le résultat net comme présenté du secteur Siège social. Le résultat net présenté dans le secteur Services de détail aux États-Unis ne comprend que la part des produits et des pertes sur créances attribuables à la TD en vertu des conventions.

Le tableau qui suit donne les résultats d'exploitation comme présentés de la Banque.

**TABLEAU 2 : RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Comme présentés**

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Six mois clos les</i>	
	<b>30 avril 2020</b>	31 janvier 2020	30 avril 2019	<b>30 avril 2020</b>	30 avril 2019
Produits d'intérêts nets	<b>6 460 \$</b>	6 301 \$	5 872 \$	<b>12 761 \$</b>	11 732 \$
Produits autres que d'intérêts	<b>4 068</b>	4 308	4 356	<b>8 376</b>	8 494
Total des produits	<b>10 528</b>	10 609	10 228	<b>21 137</b>	20 226
Provision pour pertes sur créances	<b>3 218</b>	919	633	<b>4 137</b>	1 483
Indemnités d'assurance et charges connexes	<b>671</b>	780	668	<b>1 451</b>	1 370
Charges autres que d'intérêts	<b>5 121</b>	5 467	5 248	<b>10 588</b>	11 103
<b>Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade</b>	<b>1 518</b>	3 443	3 679	<b>4 961</b>	6 270
Charge d'impôt sur le résultat	<b>250</b>	659	773	<b>909</b>	1 276
Quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade	<b>247</b>	205	266	<b>452</b>	588
<b>Résultat net – comme présenté</b>	<b>1 515</b>	2 989	3 172	<b>4 504</b>	5 582
Dividendes sur actions privilégiées	<b>68</b>	67	62	<b>135</b>	122
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales</b>	<b>1 447 \$</b>	2 922 \$	3 110 \$	<b>4 369 \$</b>	5 460 \$
Attribuable aux :					
<b>Actionnaires ordinaires</b>	<b>1 447 \$</b>	2 922 \$	3 110 \$	<b>4 369 \$</b>	5 442 \$
<b>Participations ne donnant pas le contrôle</b>	<b>–</b>	–	–	<b>–</b>	18

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre les résultats rajustés et les résultats comme présentés de la Banque.

TABLEAU 3 : MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté (en millions de dollars canadiens)	Trois mois clos les			Six mois clos les	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2020	2020	2019	2020	2019
<b>Résultats d'exploitation – rajustés</b>					
Produits d'intérêts nets	6 460 \$	6 301 \$	5 872 \$	12 761 \$	11 732 \$
Produits autres que d'intérêts	4 068	4 308	4 356	8 376	8 494
Total des produits	10 528	10 609	10 228	21 137	20 226
Provision pour pertes sur créances	3 218	919	633	4 137	1 483
Indemnités d'assurance et charges connexes	671	780	668	1 451	1 370
Charges autres que d'intérêts <sup>1</sup>	5 051	5 397	5 163	10 448	10 324
Résultat avant impôt sur le résultat et quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade	1 588	3 513	3 764	5 101	7 049
Charge d'impôt sur le résultat	260	670	787	930	1 465
Quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade <sup>2</sup>	271	229	289	500	635
<b>Résultat net – rajusté</b>	<b>1 599</b>	<b>3 072</b>	<b>3 266</b>	<b>4 671</b>	<b>6 219</b>
Dividendes sur actions privilégiées	68	67	62	135	122
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires et aux participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales – rajusté</b>	<b>1 531</b>	<b>3 005</b>	<b>3 204</b>	<b>4 536</b>	<b>6 097</b>
Attribuable aux :					
Participations ne donnant pas le contrôle dans des filiales, après impôt sur le résultat	–	–	–	–	18
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>1 531</b>	<b>3 005</b>	<b>3 204</b>	<b>4 536</b>	<b>6 079</b>
<b>Rajustements pour les éléments à noter, avant impôt sur le résultat</b>					
Amortissement des immobilisations incorporelles <sup>3</sup>	(68)	(70)	(78)	(138)	(158)
Charges liées à l'entente à long terme conclue avec Air Canada concernant le programme de fidélisation du transporteur <sup>4</sup>	–	–	–	–	(607)
Charges liées à l'acquisition de Greystone <sup>5</sup>	(26)	(24)	(30)	(50)	(61)
<b>Moins l'incidence de l'impôt sur le résultat pour les éléments à noter</b>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	(9)	(11)	(12)	(20)	(25)
Charges liées à l'entente à long terme conclue avec Air Canada concernant le programme de fidélisation du transporteur	–	–	–	–	(161)
Charges liées à l'acquisition de Greystone	(1)	–	(2)	(1)	(3)
<b>Total des rajustements pour les éléments à noter</b>	<b>(84)</b>	<b>(83)</b>	<b>(94)</b>	<b>(167)</b>	<b>(637)</b>
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>1 447 \$</b>	<b>2 922 \$</b>	<b>3 110 \$</b>	<b>4 369 \$</b>	<b>5 442 \$</b>

<sup>1</sup> Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les éléments à noter suivants : Amortissement d'immobilisations incorporelles, comme expliqué à la note 3 ci-dessous; deuxième trimestre de 2020 – 44 millions de dollars; premier trimestre de 2020 – 46 millions de dollars; deuxième trimestre de 2019 – 55 millions de dollars; premier trimestre de 2019 – 56 millions de dollars. Ces montants sont comptabilisés dans le secteur Siège social. Charges liées à l'entente à long terme conclue avec Air Canada concernant le programme de fidélisation du transporteur, comme expliqué à la note 4 ci-dessous; premier trimestre de 2019 – 607 millions de dollars. Ce montant est comptabilisé dans le secteur Services de détail au Canada. Charges liées à l'acquisition de Greystone, comme expliqué à la note 5 ci-dessous; deuxième trimestre de 2020 – 26 millions de dollars; premier trimestre de 2020 – 24 millions de dollars; deuxième trimestre de 2019 – 30 millions de dollars; premier trimestre de 2019 – 31 millions de dollars. Ce montant est comptabilisé dans le secteur Services de détail au Canada.

<sup>2</sup> La quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade rajustée exclut les éléments à noter suivants : Amortissement d'immobilisations incorporelles, comme expliqué à la note 3 ci-dessous; deuxième trimestre de 2020 – 24 millions de dollars; premier trimestre de 2020 – 24 millions de dollars; deuxième trimestre de 2019 – 23 millions de dollars; premier trimestre de 2019 – 24 millions de dollars. L'incidence de cet élément sur les résultats a été comptabilisée dans le secteur Siège social.

<sup>3</sup> L'amortissement des immobilisations incorporelles se rapporte aux immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'acquisitions d'actifs ou de regroupements d'entreprises, y compris aux montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles attribuables à la quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade. L'amortissement des logiciels et des droits de gestion d'actifs est inclus dans l'amortissement des immobilisations incorporelles; toutefois, il n'est pas inclus aux fins des éléments à noter.

<sup>4</sup> Le 10 janvier 2019, l'entente à long terme que la Banque a conclue avec Air Canada concernant le programme de fidélisation du transporteur est entrée en vigueur conjointement avec la conclusion de l'acquisition par Air Canada d'Amia Canada Inc., qui administre le programme de fidélisation Aéroplan (la «transaction»). Dans le cadre de la transaction, la Banque a passé en charges un montant de 607 millions de dollars (446 millions de dollars après impôt) dans le secteur Services de détail au Canada.

<sup>5</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre 2018, la Banque a acquis Greystone Capital Management Inc., société mère de Greystone Managed Investments Inc. («Greystone»). La Banque a engagé des frais liés à l'acquisition, y compris de la rémunération versée à des actionnaires employés sous forme d'actions ordinaires dans le cadre de l'acquisition, des coûts de transaction directs et certains autres frais liés à l'acquisition. Ces montants sont comptabilisés à titre d'ajustement du résultat net et présentés dans le secteur Services de détail au Canada.

TABLEAU 4 : RAPPROCHEMENT DU RÉSULTAT PAR ACTION COMME PRÉSENTÉ ET DU RÉSULTAT PAR ACTION RAJUSTÉ <sup>1</sup> (en dollars canadiens)	Trois mois clos les			Six mois clos les	
	30 avril	31 janvier	30 avril	30 avril	30 avril
	2020	2020	2019	2020	2019
<b>Résultat de base par action – comme présenté</b>	<b>0,80 \$</b>	<b>1,61 \$</b>	<b>1,70 \$</b>	<b>2,42 \$</b>	<b>2,97 \$</b>
Rajustements pour les éléments à noter <sup>2</sup>	0,05	0,05	0,05	0,09	0,35
<b>Résultat de base par action – rajusté</b>	<b>0,85 \$</b>	<b>1,66 \$</b>	<b>1,75 \$</b>	<b>2,51 \$</b>	<b>3,32 \$</b>
<b>Résultat dilué par action – comme présenté</b>	<b>0,80 \$</b>	<b>1,61 \$</b>	<b>1,70 \$</b>	<b>2,42 \$</b>	<b>2,97 \$</b>
Rajustements pour les éléments à noter <sup>2</sup>	0,05	0,05	0,05	0,09	0,35
<b>Résultat dilué par action – rajusté</b>	<b>0,85 \$</b>	<b>1,66 \$</b>	<b>1,75 \$</b>	<b>2,51 \$</b>	<b>3,32 \$</b>

<sup>1</sup> Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

<sup>2</sup> Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

### Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

La méthode de répartition du capital de la Banque à ses secteurs d'exploitation est alignée sur les exigences de Bâle III en matière de fonds propres sous forme d'actions ordinaires. Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation a été réduit à 9 % pour le deuxième trimestre de 2020, comparativement à 10,5 % pour le premier trimestre de 2020 et à 10 % pour l'exercice 2019.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est le résultat net rajusté attribuable aux actionnaires ordinaires exprimé en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires rajusté est une mesure financière non conforme aux PCGR, puisque ce n'est pas un terme défini par les IFRS. Les lecteurs doivent prendre note que les résultats rajustés et d'autres mesures rajustées par rapport à une base autre que les IFRS n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qu'ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

**TABLEAU 5 : RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Six mois clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	85 603 \$	81 933 \$	77 369 \$	83 876 \$	76 663 \$
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>1 447</b>	<b>2 922</b>	<b>3 110</b>	<b>4 369</b>	<b>5 442</b>
Éléments à noter, après impôt sur le résultat <sup>1</sup>	84	83	94	167	637
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>1 531 \$</b>	<b>3 005 \$</b>	<b>3 204 \$</b>	<b>4 536 \$</b>	<b>6 079 \$</b>
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté</b>	<b>6,9 %</b>	<b>14,2 %</b>	<b>16,5 %</b>	<b>10,5 %</b>	<b>14,3 %</b>
<b>Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>7,3</b>	<b>14,6</b>	<b>17,0</b>	<b>10,9</b>	<b>16,0</b>

<sup>1</sup> Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

### Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires correspondent aux capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires moins le goodwill, le goodwill théorique et les immobilisations incorporelles théoriques liés à une participation dans TD Ameritrade, et d'autres immobilisations incorporelles acquises, déduction faite des passifs d'impôt différé connexes. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires (RCPCAAO) correspond au résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises, qui sont traitées comme un élément à noter, et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté est calculé à partir du résultat net comme présenté attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure les éléments à noter et exprimé en pourcentage des capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires. Le RCPCAAO rajusté fournit des renseignements utiles sur le rendement des actifs productifs de revenus de la Banque, peu importe qu'ils aient été acquis ou générés en interne. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires, le RCPCAAO et le RCPCAAO rajusté constituent des mesures financières non conformes aux PCGR et ne sont pas des termes définis par les IFRS. Les lecteurs doivent prendre note que les résultats rajustés et d'autres mesures rajustées par rapport à une base autre que les IFRS n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS et qu'ils pourraient donc ne pas être comparables à des termes similaires utilisés par d'autres émetteurs.

**TABLEAU 6 : RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES CORPORELS ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Six mois clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	85 603 \$	81 933 \$	77 369 \$	83 876 \$	76 663 \$
Goodwill moyen	17 531	16 971	17 083	17 280	17 067
Goodwill théorique et immobilisations incorporelles théoriques moyens liés à une participation dans TD Ameritrade	4 217	4 089	4 136	4 160	4 160
Autres immobilisations incorporelles acquises moyennes <sup>1</sup>	531	564	717	548	690
Passifs d'impôt différé connexes moyens	(265)	(261)	(269)	(263)	(254)
<b>Capitaux propres corporels moyens attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>63 589</b>	<b>60 570</b>	<b>55 702</b>	<b>62 151</b>	<b>55 000</b>
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires – comme présenté</b>	<b>1 447</b>	<b>2 922</b>	<b>3 110</b>	<b>4 369</b>	<b>5 442</b>
Amortissement des immobilisations incorporelles acquises, après impôt sur le résultat <sup>2</sup>	59	59	66	118	133
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires après ajustement pour exclure l'amortissement après impôt des immobilisations incorporelles acquises</b>	<b>1 506</b>	<b>2 981</b>	<b>3 176</b>	<b>4 487</b>	<b>5 575</b>
Autres éléments à noter, après impôt sur le résultat <sup>2</sup>	25	24	28	49	504
<b>Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>1 531 \$</b>	<b>3 005 \$</b>	<b>3 204 \$</b>	<b>4 536 \$</b>	<b>6 079 \$</b>
<b>Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires</b>	<b>9,6 %</b>	<b>19,6 %</b>	<b>23,4 %</b>	<b>14,5 %</b>	<b>20,4 %</b>
<b>Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté</b>	<b>9,8</b>	<b>19,7</b>	<b>23,6</b>	<b>14,7</b>	<b>22,3</b>

<sup>1</sup> Excluent les immobilisations incorporelles liées aux logiciels et aux droits de gestion d'actifs.

<sup>2</sup> Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

## ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS ET TRANSACTIONS EN COURS

### **TD Ameritrade Holding Corporation et The Charles Schwab Corporation**

Le 25 novembre 2019, la Banque a annoncé son appui à l'acquisition de TD Ameritrade, dont la Banque est un actionnaire important, par The Charles Schwab Corporation, dans le cadre d'une entente définitive annoncée par ces sociétés. La transaction devrait se conclure dans la deuxième moitié de l'année civile de 2020, sous réserve du respect de toutes les conditions de clôture applicables. Se reporter à la rubrique «Événements importants et postérieurs à la clôture, et transactions en cours» de la section «Aperçu des résultats financiers» du rapport de gestion de 2019 de la Banque pour en savoir plus sur cette transaction.

## RAPPORT DE GESTION DES SECTEURS D'ACTIVITÉ DE LA TD

Aux fins de la présentation de l'information de gestion, la Banque présente ses résultats en fonction de trois secteurs d'exploitation comme suit : Services de détail au Canada, lesquels comprennent les résultats des services bancaires personnels et commerciaux au Canada, et des activités de gestion de patrimoine et d'assurance au Canada; Services de détail aux États-Unis, lesquels comprennent les résultats des activités des services bancaires personnels et commerciaux aux États-Unis, des activités de gestion de patrimoine aux États-Unis et de la participation de la Banque dans TD Ameritrade; et Services bancaires de gros. Les autres activités de la Banque sont regroupées au sein du secteur Siège social.

Les résultats de chaque secteur reflètent les produits, les charges, les actifs et les passifs du secteur. Le cas échéant, la Banque mesure et évalue le rendement de chaque secteur d'après les résultats rajustés et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, et, pour ces secteurs, la Banque indique que la mesure est rajustée. Pour plus de renseignements, se reporter à la rubrique «Présentation de l'information financière de la Banque» du présent document, qui comprend les mesures prises par la Banque en réponse à la COVID-19, à la section «Aperçu des résultats financiers» du rapport de gestion de 2019 et à la note 29 intitulée «Informations sectorielles» des états financiers consolidés de la Banque pour l'exercice clos le 31 octobre 2019. Pour de l'information sur la mesure du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque, laquelle est une mesure financière non conforme aux PCGR, se reporter à la section «Notre rendement» du présent document.

La provision pour pertes sur créances relatives aux actifs financiers productifs (étape 1 et étape 2) et dépréciés (étape 3), aux engagements de prêt et aux contrats de garantie financière est comptabilisée dans les secteurs respectifs.

Les produits d'intérêts nets au sein des Services bancaires de gros sont présentés en équivalence fiscale, ce qui signifie que la valeur d'un produit non imposable ou exonéré d'impôt, comme les dividendes, est ajustée à la valeur équivalente avant impôt. L'équivalence fiscale permet à la Banque de mesurer les produits tirés de toutes les valeurs mobilières et de tous les prêts de manière uniforme. Elle procure en outre des éléments de comparaison plus significatifs des produits d'intérêts nets avec ceux d'institutions semblables. La hausse en équivalence fiscale des produits d'intérêts nets et de la charge d'impôt sur le résultat présentés du secteur Services bancaires de gros est reprise dans le secteur Siège social. Le rajustement de l'équivalence fiscale pour le trimestre s'est établi à 30 millions de dollars, par rapport à 38 millions de dollars pour le trimestre précédent et à 33 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent.

**TABLEAU 7 : SERVICES DE DÉTAIL AU CANADA**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Six mois clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Produits d'intérêts nets	3 002 \$	3 167 \$	3 010 \$	6 169 \$	6 054 \$
Produits autres que d'intérêts	3 021	3 088	2 949	6 109	5 893
Total des produits	6 023	6 255	5 959	12 278	11 947
Provision pour pertes sur créances – actifs dépréciés	365	320	256	685	520
Provision pour pertes sur créances – actifs productifs	788	71	24	859	70
Total de la provision pour pertes sur créances	1 153	391	280	1 544	590
Indemnités d'assurance et charges connexes	671	780	668	1 451	1 370
Charges autres que d'intérêts – comme présentées	2 588	2 636	2 481	5 224	5 565
Charges autres que d'intérêts – rajustées <sup>1</sup>	2 562	2 612	2 451	5 174	4 897
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – comme présenté	439	659	681	1 098	1 194
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – rajusté <sup>1</sup>	440	659	683	1 099	1 358
<b>Résultat net – comme présenté</b>	<b>1 172</b>	<b>1 789</b>	<b>1 849</b>	<b>2 961</b>	<b>3 228</b>
<b>Résultat net – rajusté<sup>1</sup></b>	<b>1 197 \$</b>	<b>1 813 \$</b>	<b>1 877 \$</b>	<b>3 010 \$</b>	<b>3 732 \$</b>

### Principaux volumes et ratios

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – comme présenté <sup>2</sup>	27,2 %	37,1 %	43,2 %	32,4 %	37,4 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires – rajusté <sup>1, 2</sup>	27,8	37,6	43,9	33,0	43,2
Marge d'intérêts nette (y compris sur les actifs titrisés)	2,83	2,94	2,99	2,88	2,97
Ratio d'efficacité – comme présenté	43,0	42,1	41,6	42,5	46,6
Ratio d'efficacité – rajusté	42,5	41,8	41,1	42,1	41,0
Actifs administrés (en milliards de dollars canadiens)	406 \$	439 \$	421 \$	406 \$	421 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars canadiens)	346	365	349	346	349
Nombre de succursales de détail au Canada	1 087	1 088	1 100	1 087	1 100
Nombre moyen d'équivalents temps plein	40 712	41 394	40 498	41 056	40 243

<sup>1</sup> Les charges autres que d'intérêts rajustées excluent les éléments à noter suivants : Charges liées à l'entente à long terme conclue avec Air Canada concernant le programme de fidélisation du transporteur au premier trimestre de 2019 – 607 millions de dollars (446 millions de dollars après impôt) et charges liées à l'acquisition de Greystone au deuxième trimestre de 2020 – 26 millions de dollars (25 millions de dollars après impôt), au premier trimestre de 2020 – 24 millions de dollars (24 millions de dollars après impôt), au deuxième trimestre de 2019 – 30 millions de dollars (28 millions de dollars après impôt) et au premier trimestre de 2019 – 31 millions de dollars (30 millions de dollars après impôt). Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

<sup>2</sup> Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation a été réduit à 9 % pour le deuxième trimestre de 2020, comparativement à 10,5 % pour le premier trimestre de l'exercice 2020 et à 10 % pour l'exercice 2019.

### Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T2 2020 par rapport au T2 2019

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail au Canada pour le trimestre s'est établi à 1 172 millions de dollars, en baisse de 677 millions de dollars, ou 37 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une augmentation de la provision pour pertes sur créances et des charges autres que d'intérêts, contrebalancée en partie par l'accroissement des produits. Sur une base rajustée, le résultat net pour le trimestre s'est établi à 1 197 millions de dollars, une baisse de 680 millions de dollars, ou 36 %. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté pour le trimestre a été respectivement de 27,2 % et 27,8 %, contre respectivement 43,2 % et 43,9 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits du secteur Services de détail au Canada proviennent des activités de services bancaires personnels et commerciaux et des activités de gestion de patrimoine et d'assurance. Les produits pour le trimestre se sont élevés à 6 023 millions de dollars, en hausse de 64 millions de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts nets se sont établis à 3 002 millions de dollars, en baisse de 8 millions de dollars, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant la diminution des marges, partiellement compensée par la croissance des volumes et par le fait que le trimestre comptait une journée civile de

plus. Le volume moyen des prêts a augmenté de 20 milliards de dollars, ou 5 %, les volumes de prêts aux particuliers ayant augmenté de 4 % et les volumes des prêts aux entreprises, de 9 %. Le volume moyen des dépôts a progressé de 33 milliards de dollars, ou 10 %, reflétant la croissance de 8 % des dépôts de particuliers, de 10 % des dépôts d'entreprises et de 22 % des dépôts dans les activités de gestion de patrimoine. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,83 %, soit une baisse de 16 pdb, en raison de la baisse des taux d'intérêt et de la concurrence sur le plan des prix des dépôts à terme.

Les produits autres que d'intérêts se sont établis à 3 021 millions de dollars, une hausse de 72 millions de dollars, ou 2 %, du fait de l'accroissement des produits tirés des transactions et des comptes à honoraires dans les activités de gestion de patrimoine ainsi que de la forte croissance des primes dans les activités d'assurance, partiellement contrebalancées par la baisse des produits d'honoraires reflétant une diminution des activités de la clientèle, en particulier dans les activités de cartes de crédit, et par une baisse de 38 millions de dollars de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une diminution correspondante des indemnités d'assurance.

Les actifs administrés s'élevaient à 406 milliards de dollars au 30 avril 2020, en baisse de 15 milliards de dollars, ou 4 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, témoignant de la baisse des marchés, en partie contrebalancée par la croissance des nouveaux actifs. Les actifs gérés s'élevaient à 346 milliards de dollars au 30 avril 2020, en baisse de 3 milliards de dollars, ou 1 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant la baisse des marchés et des sorties nettes de trésorerie.

La provision pour pertes sur créances s'est élevée à 1 153 millions de dollars, en hausse de 873 millions de dollars, par rapport à celle du deuxième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés pour le trimestre s'est établie à 365 millions de dollars, en hausse de 109 millions de dollars, ou 43 %, reflétant l'augmentation des provisions dans les portefeuilles de prêts à la consommation et aux entreprises ainsi que la croissance des volumes. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 788 millions de dollars, par rapport à 24 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit, et est attribuable aux portefeuilles de prêts à la consommation et aux entreprises. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, a été de 1,07 %, en hausse de 80 pdb.

Les indemnités d'assurance et charges connexes pour le trimestre se sont établies à 671 millions de dollars, demeurant relativement stables par rapport à celles du deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation des demandes d'indemnisation au cours de l'exercice considéré, découlant de la croissance des activités et de la hausse des provisions comptabilisées au titre des annulations de voyage et des demandes de protection de crédit, a été en grande partie contrebalancée par des résultats techniques supérieurs, les variations de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances et la diminution du nombre d'événements météorologiques violents.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées pour le trimestre se sont élevées à 2 588 millions de dollars, en hausse de 107 millions de dollars, ou 4 %, par rapport à celles du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, y compris les investissements liés au personnel de première ligne, les variations des coûts des régimes de retraite et les charges liées au volume. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont établies à 2 562 millions de dollars, en hausse de 111 millions de dollars, ou 5 %.

Le ratio d'efficacité comme présenté et le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre ont été respectivement de 43,0 % et 42,5 %, contre respectivement 41,6 % et 41,1 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

#### Par rapport au trimestre précédent – T2 2020 par rapport au T1 2020

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail au Canada pour le trimestre a diminué de 617 millions de dollars, ou 34 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant une hausse de la provision pour pertes sur créances et une baisse des produits, en partie contrebalancées par la diminution des indemnités d'assurance et des charges autres que d'intérêts. Sur une base rajustée, le résultat net a diminué de 616 millions de dollars, ou 34 %. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté pour le trimestre a été respectivement de 27,2 % et 27,8 %, contre respectivement 37,1 % et 37,6 % pour le trimestre précédent.

Les produits ont reculé de 232 millions de dollars, ou 4 %, en regard de ceux du trimestre précédent. Les produits d'intérêts nets ont diminué de 165 millions de dollars, ou 5 %, reflétant la diminution des marges et le fait que le deuxième trimestre comptait moins de jours que le trimestre précédent, en partie contrebalancés par la croissance des volumes. Le volume moyen des prêts a augmenté de 3 milliards de dollars, les volumes de prêts aux entreprises ayant augmenté de 4 % en raison d'une augmentation des prélèvements effectués sur les marges de crédit commerciales et de l'octroi de prêts. Le volume moyen des dépôts a progressé de 11 milliards de dollars, reflétant la croissance de 2 % des dépôts de particuliers, de 16 % des dépôts dans les activités de gestion de patrimoine et de 1 % des dépôts d'entreprises. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,83 %, soit une baisse de 11 pdb, en raison de la baisse des taux d'intérêt.

Les produits autres que d'intérêts ont diminué de 67 millions de dollars, ou 2 %, du fait de la baisse des produits tirés des comptes d'honoraires, reflétant une diminution des activités de la clientèle, en particulier dans les activités de cartes de crédit, des niveaux moins élevés des actifs des activités de gestion de patrimoine, et d'une baisse de 10 millions de dollars de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une diminution correspondante des indemnités d'assurance, le tout en partie contrebalancé par l'augmentation des produits tirés des transactions des activités de gestion du patrimoine.

Les actifs administrés ont diminué de 33 milliards de dollars, ou 8 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, témoignant de la baisse des marchés, en partie contrebalancée par l'augmentation des nouveaux actifs. Les actifs gérés ont diminué de 19 milliards de dollars, ou 5 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, témoignant de la baisse des marchés.

La provision pour pertes sur créances a augmenté de 762 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a augmenté de 45 millions de dollars, ou 14 %, témoignant de l'augmentation des provisions dans les portefeuilles de prêts à la consommation et aux entreprises. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 788 millions de dollars, par rapport à 71 millions de dollars au trimestre précédent. Cette hausse s'explique surtout par une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit, et est attribuable aux portefeuilles de prêts à la consommation et aux entreprises. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, a été de 1,07 %, en hausse de 71 pdb.

Les indemnités d'assurance et charges connexes pour le trimestre ont diminué de 109 millions de dollars, ou 14 %, par rapport à celles du trimestre précédent, ce qui reflète des résultats techniques supérieurs, l'évolution plus favorable des sinistres survenus au cours d'années antérieures, la diminution du nombre d'événements météorologiques violents et les variations de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, le tout en partie contrebalancé par la hausse des provisions comptabilisées au titre des annulations de voyage et des demandes de protection de crédit.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées ont diminué de 48 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à celles du trimestre précédent, témoignant d'une réduction de la rémunération variable et d'une baisse des dépenses discrétionnaires, en partie contrebalancées par une augmentation des dépenses liées aux initiatives stratégiques. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts ont diminué de 50 millions de dollars, ou 2 %, par rapport à celles du trimestre précédent.

Le ratio d'efficacité comme présenté et le ratio d'efficacité rajusté pour le trimestre ont été respectivement de 43,0 % et 42,5 %, contre respectivement 42,1 % et 41,8 % pour le trimestre précédent.

#### Depuis le début de l'exercice – T2 2020 par rapport au T2 2019

Le résultat net comme présenté du secteur Services de détail au Canada pour les six mois clos le 30 avril 2020 a atteint 2 961 millions de dollars, en baisse de 267 millions de dollars, ou 8 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse du résultat net reflète l'augmentation de la provision pour pertes sur créances et des indemnisations d'assurance, en partie contrebalancée par les charges liées à l'entente conclue avec Air Canada et à l'acquisition de Greystone au cours de l'exercice précédent ainsi que par l'accroissement des produits. Sur une base rajustée, le résultat net pour la période s'est établi à 3 010 millions de dollars, une baisse de 722 millions de dollars, ou 19 %. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté et rajusté pour la période a été respectivement de 32,4 % et 33,0 %, contre respectivement 37,4 % et 43,2 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits pour la période ont été de 12 278 millions de dollars, en hausse de 331 millions de dollars, ou 3 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 115 millions de dollars, ou 2 %, reflétant la croissance des volumes et le fait que la période comptait une journée civile de plus, en partie compensés par la diminution des marges. Le volume moyen des prêts a augmenté de 19 milliards de dollars, ou 5 %, les volumes de prêts aux particuliers ayant augmenté de 4 % et les volumes des prêts aux entreprises, de 9 %. Le volume moyen des dépôts a progressé de 28 milliards de dollars, ou 9 %, en raison de la croissance de 8 % du volume des dépôts des particuliers et du volume des dépôts des entreprises et de la croissance de 15 % du volume des dépôts dans les activités de gestion du patrimoine. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,88 %, soit une baisse de 9 pdb, en raison de la baisse des taux d'intérêt et de la concurrence sur le plan des prix des dépôts à terme.

Les produits autres que d'intérêts ont augmenté de 216 millions de dollars, ou 4 %, du fait de l'augmentation des produits tirés des transactions et des comptes à honoraires dans les activités de gestion de patrimoine ainsi que de la forte croissance des primes dans les activités d'assurance, en partie contrebalancées par la baisse des produits d'honoraires reflétant une diminution des activités de la clientèle, en particulier dans les activités de cartes de crédit, et par une baisse de 48 millions de dollars de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances, laquelle a donné lieu à une diminution correspondante des indemnisations d'assurance.

La provision pour pertes sur créances a été de 1 544 millions de dollars, en hausse de 954 millions de dollars, par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 685 millions de dollars, en hausse de 165 millions de dollars, ou 32 %, reflétant l'augmentation des provisions dans les portefeuilles de prêts à la consommation et aux entreprises ainsi que la croissance des volumes. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 859 millions de dollars, par rapport à 70 millions de dollars à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit, et est attribuable aux portefeuilles de prêts à la consommation et aux entreprises. Le total de la provision pour pertes sur créances, exprimé en pourcentage annualisé du volume des prêts, a été de 0,71 %, en hausse de 43 pdb.

Les indemnisations d'assurance et charges connexes se sont établies à 1 451 millions de dollars, en hausse de 81 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est attribuable à la hausse des demandes d'indemnisations découlant de la croissance des activités, à la hausse des provisions au titre des annulations de voyage et des demandes de protection de crédit ainsi qu'à l'incidence à l'exercice précédent des modifications apportées aux hypothèses actuarielles prospectives, le tout en partie contrebalancé par des résultats techniques supérieurs et les variations de la juste valeur des placements à l'appui des passifs liés aux assurances.

Les charges autres que d'intérêts comme présentées se sont établies à 5 224 millions de dollars, en baisse de 341 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse s'explique principalement par les charges à l'exercice précédent liées à l'entente conclue avec Air Canada. Sur une base rajustée, les charges autres que d'intérêts se sont élevées à 5 174 millions de dollars, en hausse de 277 millions de dollars, ou 6 %, reflétant l'accroissement des dépenses en vue de soutenir la croissance des activités, y compris les investissements liés au personnel de première ligne, les charges liées au volume et les variations des coûts des régimes de retraite.

Le ratio d'efficacité comme présenté et le ratio d'efficacité rajusté pour la période ont été respectivement de 42,5 % et 42,1 %, contre respectivement 46,6 % et 41,0 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

**TABLEAU 8 : SERVICES DE DÉTAIL AUX ÉTATS-UNIS**

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Six mois clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
<b>Dollars canadiens</b>					
Produits d'intérêts nets	2 311 \$	2 196 \$	2 231 \$	4 507 \$	4 478 \$
Produits autres que d'intérêts	491	706	677	1 197	1 378
Total des produits	2 802	2 902	2 908	5 704	5 856
Provision pour pertes sur créances – actifs dépréciés	287	273	199	560	484
Provision pour pertes sur créances – actifs productifs	850	46	27	896	48
Total de la provision pour pertes sur créances	1 137	319	226	1 456	532
Charges autres que d'intérêts	1 680	1 593	1 527	3 273	3 138
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(117)	45	150	(72)	252
<b>Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis</b>	<b>102</b>	<b>945</b>	<b>1 005</b>	<b>1 047</b>	<b>1 934</b>
Quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade <sup>1</sup>	234	201	258	435	569
<b>Résultat net</b>	<b>336 \$</b>	<b>1 146 \$</b>	<b>1 263 \$</b>	<b>1 482 \$</b>	<b>2 503 \$</b>
<b>Dollars américains</b>					
Produits d'intérêts nets	1 679 \$	1 668 \$	1 676 \$	3 347 \$	3 364 \$
Produits autres que d'intérêts	358	536	507	894	1 035
Total des produits	2 037	2 204	2 183	4 241	4 399
Provision pour pertes sur créances – actifs dépréciés	208	208	150	416	364
Provision pour pertes sur créances – actifs productifs	606	35	20	641	36
Total de la provision pour pertes sur créances	814	243	170	1 057	400
Charges autres que d'intérêts	1 218	1 210	1 148	2 428	2 357
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(82)	34	112	(48)	189
<b>Résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis</b>	<b>87</b>	<b>717</b>	<b>753</b>	<b>804</b>	<b>1 453</b>
Quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade <sup>1</sup>	174	152	195	326	430
<b>Résultat net</b>	<b>261 \$</b>	<b>869 \$</b>	<b>948 \$</b>	<b>1 130 \$</b>	<b>1 883 \$</b>
<b>Principaux volumes et ratios</b>					
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>2</sup>	3,7 %	11,1 %	13,2 %	7,6 %	12,9 %
Marge d'intérêts nette <sup>3</sup>	2,93	3,07	3,38	3,00	3,40
Ratio d'efficience	59,8	54,9	52,6	57,3	53,6
Actifs administrés (en milliards de dollars américains)	21 \$	22 \$	20 \$	21 \$	20 \$
Actifs gérés (en milliards de dollars américains)	38	44	47	38	47
Nombre de succursales de détail aux États-Unis	1 220	1 220	1 238	1 220	1 238
Nombre moyen d'équivalents temps plein	26 389	26 261	26 735	26 325	26 800

<sup>1</sup> Les montants après impôt pour l'amortissement des immobilisations incorporelles attribuables à la quote-part du résultat net d'une participation dans TD Ameritrade sont comptabilisés dans le secteur Siège social avec les autres immobilisations incorporelles acquises.

<sup>2</sup> Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation a été réduit à 9 % pour le deuxième trimestre de 2020, comparativement à 10,5 % pour le premier trimestre de 2020 et à 10 % pour l'exercice 2019.

<sup>3</sup> La marge d'intérêts nette exclut l'incidence liée aux comptes de dépôt assurés de TD Ameritrade et l'incidence des dépôts intersociétés et des garanties sous forme de trésorerie. En outre, la valeur des produits d'intérêts exonérés d'impôt est rajustée à la valeur équivalente avant impôt.

**Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T2 2020 par rapport au T2 2019**

Le résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis s'est élevé à 336 millions de dollars (261 millions de dollars US) pour le trimestre, en baisse de 927 millions de dollars (687 millions de dollars US), ou 73 % (72 % en dollars US), par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 3,7 %, contre 13,2 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Le résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis tient compte de la contribution des Services bancaires de détail aux États-Unis et de la participation de la Banque dans TD Ameritrade. Le résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis et la contribution de la participation de la Banque dans TD Ameritrade pour le trimestre ont été respectivement de 102 millions de dollars (87 millions de dollars US) et 234 millions de dollars (174 millions de dollars US).

La contribution de TD Ameritrade s'est élevée à 174 millions de dollars US, en baisse de 21 millions de dollars US, ou 11 %, par rapport à celle du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant principalement la baisse des commissions liées aux activités de négociation et la hausse des charges d'exploitation, en partie contrebalancées par l'accroissement des volumes d'opérations.

Le résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis pour le trimestre s'est élevé à 87 millions de dollars US, en baisse de 666 millions de dollars US, ou 88 %, reflétant une hausse de la provision pour pertes sur créances, une baisse des produits et une hausse des charges.

Les produits des Services bancaires de détail aux États-Unis proviennent des services bancaires aux particuliers et aux entreprises de même que des activités de gestion de patrimoine. Les produits pour le trimestre ont été de 2 037 millions de dollars US, en baisse de 146 millions de dollars US, ou 7 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 3 millions de dollars US, témoignant d'une hausse des volumes de prêts et de dépôts, notamment du volume des comptes de passage de TD Ameritrade, en partie contrebalancée par une diminution des marges sur les dépôts. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,93 %, une diminution de 45 pbb, reflétant surtout la diminution des marges sur les dépôts et la composition du bilan. Les produits autres que d'intérêts ont diminué de 149 millions de dollars US, ou 29 %, reflétant essentiellement les baisses de l'activité de la clientèle, de la valeur de certains placements et des produits de placement.

Le volume moyen des prêts a augmenté de 11 milliards de dollars US, ou 7 %, comparativement à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant la croissance de 9 % des prêts aux particuliers et de 6 % des prêts aux entreprises, les prêts aux entreprises ayant augmenté de façon importante vers la fin du trimestre, ce qui témoigne de la hausse des prélèvements sur les lignes de crédit commerciales et des montages de prêts en vertu du PPP mis en œuvre par la SBA. Le volume moyen des dépôts a progressé de 41 milliards de dollars US, ou 15 %, reflétant une hausse de 24 % du volume des comptes de passage, une hausse de 16 % du volume des dépôts d'entreprises et une hausse de 5 % du volume des dépôts de particuliers.



Les actifs administrés s'élevaient à 21 milliards de dollars US au 30 avril 2020, en hausse de 1 milliard de dollars US, ou 5 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Les actifs gérés s'élevaient à 38 milliards de dollars US au 30 avril 2020, en baisse de 9 milliards de dollars US, ou 19 %, par rapport à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, témoignant de la baisse des évaluations du marché et des sorties nettes de trésorerie.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est élevée à 814 millions de dollars US, soit une hausse de 644 millions de dollars US par rapport à celle du deuxième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 208 millions de dollars US, en hausse de 58 millions de dollars US, ou 39 %, reflétant essentiellement l'augmentation des provisions dans les portefeuilles de prêts à la consommation. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 606 millions de dollars US par rapport à 20 millions de dollars US pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit, et est attribuable aux portefeuilles de prêts commerciaux, de cartes de crédit et de prêts-auto. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la partie contractuelle de la Banque des pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 2,03 %, en hausse de 158 pnb par rapport à celle du deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre ont été de 1 218 millions de dollars US, en hausse de 70 millions de dollars US, ou 6 %, par rapport à celles du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant la hausse des provisions pour litiges, en partie contrebalancée par des gains de productivité.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est chiffré à 82 millions de dollars US, contre une charge de 112 millions de dollars US pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent, une baisse de 194 millions de dollars US reflétant surtout la diminution du résultat avant impôt, en partie contrebalancée par la hausse des provisions liée à des changements aux réglementations fiscales.

Le ratio d'efficience pour le trimestre s'est établi à 59,8 %, par rapport à 52,6 % pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

#### Par rapport au trimestre précédent – T2 2020 par rapport au T1 2020

Le résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis de 336 millions de dollars (261 millions de dollars US) pour le trimestre a diminué de 810 millions de dollars (608 millions de dollars US), ou 71 % (70 % en dollars US), par rapport à celui du trimestre précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour le trimestre a été de 3,7 %, contre 11,1 % pour le trimestre précédent.

La contribution de TD Ameritrade a augmenté de 22 millions de dollars US, ou 14 %, par rapport à celle du trimestre précédent, reflétant principalement l'augmentation des volumes d'opérations, en partie contrebalancée par la hausse des charges d'exploitation.

Le résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis pour le trimestre s'est élevé à 87 millions de dollars US, en baisse de 630 millions de dollars US, ou 88 %, par rapport à celui du trimestre précédent, témoignant de la hausse de la provision pour pertes sur créances et de la baisse des produits.

Les produits pour le trimestre ont diminué de 167 millions de dollars US, ou 8 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 11 millions de dollars US, ou 1 %, reflétant surtout la hausse des volumes de dépôts, en partie contrebalancée par la diminution des marges sur les dépôts. La marge d'intérêts nette s'est établie à 2,93 %, une diminution de 14 pnb, reflétant surtout la diminution des marges sur les dépôts. Les produits autres que d'intérêts ont diminué de 178 millions de dollars US, ou 33 %, reflétant essentiellement les baisses de l'activité de la clientèle, de la valeur de certains placements et des produits de placement.

Le volume moyen des prêts a augmenté de 4 milliards de dollars US, ou 3 %, comparativement à celui du trimestre précédent, reflétant la croissance de 5 % des prêts aux entreprises, qui ont augmenté de façon importante vers la fin du trimestre, ce qui témoigne de la hausse des prélèvements sur les lignes de crédit commerciales et des montages de prêts en vertu du PPP mis en œuvre par la SBA. Le volume moyen des dépôts a progressé de 27 milliards de dollars US, ou 9 %, reflétant une hausse de 17 % du volume des comptes de passage, une hausse de 6 % du volume des dépôts d'entreprises et une hausse de 3 % du volume des dépôts de particuliers.

Les actifs administrés s'élevaient à 21 milliards de dollars US au 30 avril 2020, en baisse de 1 milliard de dollars US, ou 5 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les actifs gérés s'élevaient à 38 milliards de dollars US au 30 avril 2020, en baisse de 6 milliards de dollars US, ou 14 %, par rapport à ceux du trimestre précédent, témoignant de la baisse des évaluations du marché.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a augmenté de 571 millions de dollars US par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés est demeurée stable par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 606 millions de dollars US par rapport à 35 millions de dollars US pour le trimestre précédent. Cette hausse s'explique surtout par une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit, et est attribuable aux portefeuilles de prêts commerciaux, de cartes de crédit et de prêts-auto. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la partie contractuelle de la Banque des pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 2,03 %, soit une hausse de 144 pnb.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre ont été de 1 218 millions de dollars US, en hausse de 8 millions de dollars US, ou 1 %, par rapport à celles du trimestre précédent, reflétant essentiellement la hausse des provisions pour litiges, en partie contrebalancée par le fait que le trimestre considéré comptait moins de jours que le trimestre précédent et par le calendrier de certaines dépenses entre les trimestres.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est chiffré à 82 millions de dollars US, contre une charge de 34 millions de dollars US pour le trimestre précédent, une baisse de 116 millions de dollars US reflétant surtout la diminution du résultat avant impôt, en partie contrebalancée par la hausse des provisions liée à des changements aux réglementations fiscales et les changements apportés au passif estimatif au titre de positions fiscales incertaines au trimestre précédent.

Le ratio d'efficience pour le trimestre a été de 59,8 %, contre 54,9 % pour le trimestre précédent.

#### Depuis le début de l'exercice – T2 2020 par rapport au T2 2019

Le résultat net du secteur Services de détail aux États-Unis s'est élevé à 1 482 millions de dollars (1 130 millions de dollars US) pour les six mois clos le 30 avril 2020, en baisse de 1 021 millions de dollars (753 millions de dollars US), ou 41 % (40 % en dollars US), par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement annualisé des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires pour la période a été de 7,6 %, contre 12,9 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Le résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis et la contribution de la participation de la Banque dans TD Ameritrade pour la période ont été respectivement de 1 047 millions de dollars (804 millions de dollars US) et 435 millions de dollars (326 millions de dollars US).

La contribution de TD Ameritrade s'est élevée à 326 millions de dollars US, en baisse de 104 millions de dollars US, ou 24 %, par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant principalement la baisse des commissions liées aux activités de négociation et la hausse des charges d'exploitation, en partie contrebalancées par l'accroissement des volumes d'opérations.

Le résultat net des Services bancaires de détail aux États-Unis s'est établi à 804 millions de dollars US pour la période, en baisse de 649 millions de dollars US, ou 45 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant surtout la hausse de la provision pour pertes sur créances et la baisse des produits, en partie contrebalancées par la baisse des impôts.

Les produits pour la période ont été de 4 241 millions de dollars US, en baisse de 158 millions de dollars US, ou 4 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets ont diminué de 17 millions de dollars US, ou 1 %, la diminution des marges sur les dépôts ayant été partiellement contrebalancée par la croissance des volumes de prêts et de dépôts. La marge d'intérêts nette s'est établie à 3,00 %, une diminution

de 40 pdb reflétant surtout la diminution des marges sur les dépôts et la composition du bilan. Les produits autres que d'intérêts ont diminué de 141 millions de dollars US, ou 14 %, reflétant les baisses de l'activité de la clientèle, de la valeur de certains placements et des produits de placement.

Le volume moyen des prêts a augmenté de 9 milliards de dollars US, ou 6 %, comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la croissance de 8 % des prêts aux particuliers et de 4 % des prêts aux entreprises, les prêts aux entreprises ayant augmenté de façon importante vers la fin du trimestre, ce qui témoigne de la hausse des prélèvements sur les lignes de crédit commerciales et des montages de prêts en vertu du PPP mis en œuvre par la SBA. Le volume moyen des dépôts a progressé de 27 milliards de dollars US, ou 10 %, reflétant une hausse de 13 % du volume des comptes de passage, une hausse de 13 % du volume des dépôts d'entreprises et une hausse de 5 % du volume des dépôts de particuliers.

La provision pour pertes sur créances s'est établie à 1 057 millions de dollars US, en hausse de 657 millions de dollars US par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés s'est établie à 416 millions de dollars US, en hausse de 52 millions de dollars US, ou 14 %, reflétant essentiellement l'augmentation des provisions dans les portefeuilles de prêts à la consommation. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 641 millions de dollars US par rapport à 36 millions de dollars US pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique surtout par une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit, et est attribuable aux portefeuilles de prêts commerciaux, de cartes de crédit et de prêts-auto. Exprimée en pourcentage annualisé du volume des prêts, la provision pour pertes sur créances du secteur Services de détail aux États-Unis, qui comprend uniquement la partie contractuelle de la Banque des pertes sur créances du portefeuille de cartes stratégiques aux États-Unis, s'est élevée à 1,33 %, soit une hausse de 81 pdb.

Les charges autres que d'intérêts pour la période ont été de 2 428 millions de dollars US, en hausse de 71 millions de dollars US, ou 3 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant la hausse des provisions pour litiges, en partie contrebalancée par des gains de productivité.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat s'est chiffré à 48 millions de dollars US, contre une charge de 189 millions de dollars US pour la période correspondante de l'exercice précédent, une baisse de 237 millions de dollars US reflétant surtout la diminution du résultat avant impôt et les changements apportés au passif estimatif au titre de positions fiscales incertaines, en partie contrebalancés par la hausse des provisions liée à des changements aux réglementations fiscales.

Le ratio d'efficience pour la période a été de 57,3 %, contre 53,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

**TABLEAU 9 : SERVICES BANCAIRES DE GROS**

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Trois mois clos les			Six mois clos les	
	30 avril 2020	31 janvier 2020	30 avril 2019	30 avril 2020	30 avril 2019
Produits d'intérêts nets (équivalence fiscale)	493 \$	357 \$	262 \$	850 \$	435 \$
Produits autres que d'intérêts	768	689	625	1 457	1 034
Total des produits	1 261	1 046	887	2 307	1 469
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs dépréciés	194	52	–	246	–
Provision (reprise de provision) pour pertes sur créances – actifs productifs	180	(35)	(5)	145	2
Total de la provision (reprise de provision) pour pertes sur créances	374	17	(5)	391	2
Charges autres que d'intérêts	616	652	597	1 268	1 199
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat (équivalence fiscale)	62	96	74	158	64
<b>Résultat net</b>	<b>209 \$</b>	<b>281 \$</b>	<b>221 \$</b>	<b>490 \$</b>	<b>204 \$</b>

**Principaux volumes et ratios**

Produits liés aux activités de négociation (équivalence fiscale)	625 \$	612 \$	411 \$	1 237 \$	662 \$
Moyenne brute du portefeuille de prêt (en milliards de dollars canadiens) <sup>1</sup>	65,5	55,1	48,0	60,3	48,5
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires <sup>2</sup>	10,4 %	14,0 %	12,5 %	12,2 %	5,6 %
Ratio d'efficience	48,9	62,3	67,3	55,0	81,6
Nombre moyen d'équivalents temps plein	4 549	4 517	4 502	4 533	4 490

<sup>1</sup> Comprend les prêts bruts et les acceptations bancaires liés au secteur Services bancaires de gros, compte non tenu des lettres de crédit, des garanties sous forme de trésorerie, des swaps sur défaillance de crédit et de la provision pour pertes sur créances.

<sup>2</sup> Le ratio de fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires utilisé aux fins de la répartition du capital aux secteurs d'exploitation a été réduit à 9 % pour le deuxième trimestre de 2020, comparativement à 10,5 % pour le premier trimestre de l'exercice 2020 et à 10 % pour l'exercice 2019.

**Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T2 2020 par rapport au T2 2019**

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros pour le trimestre a été de 209 millions de dollars, en baisse de 12 millions de dollars, ou 5 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une hausse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par une augmentation des produits.

Les produits du secteur Services bancaires de gros sont principalement tirés des services bancaires de marchés financiers, de financement de grandes entreprises et de placements offerts aux grandes entreprises, aux gouvernements et aux clients institutionnels. Le secteur Services bancaires de gros génère des produits tirés des prêts aux grandes entreprises, des services-conseils, et des services de prise ferme, de vente, de négociation et de recherche, de titrisation, de financement commercial, de gestion des liquidités, de courtage de premier rang et d'exécution. Les produits du trimestre se sont établis à 1 261 millions de dollars, une hausse de 374 millions de dollars, ou 42 %, en regard de ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des produits liés aux activités de négociation d'instruments sur taux d'intérêt et sur taux de change ainsi qu'une hausse des honoraires de prise ferme des titres de créance, le tout en partie contrebalancé par des pertes de négociation sur titres de participation dans un contexte de grande volatilité des marchés.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre s'est établie à 374 millions de dollars, par rapport à une reprise de provision de 5 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a été de 194 millions de dollars, reflétant une migration du crédit principalement dans le secteur du pétrole et du gaz. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 180 millions de dollars, reflétant surtout une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit.

Les charges autres que d'intérêts se sont élevées à 616 millions de dollars, en hausse de 19 millions de dollars, ou 3 %, par rapport à celles du deuxième trimestre de l'exercice précédent, reflétant l'accroissement des charges liées au volume.

**Par rapport au trimestre précédent – T2 2020 par rapport au T1 2020**

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros a été de 209 millions de dollars pour le trimestre, soit une diminution de 72 millions de dollars, ou 26 %, par rapport à celui du trimestre précédent, reflétant une hausse de la provision pour pertes sur créances, en partie contrebalancée par l'augmentation des produits et la baisse des charges autres que d'intérêts.

Les produits du trimestre ont augmenté de 215 millions de dollars, ou 21 %, en regard de ceux du trimestre précédent, reflétant à la fois une hausse des autres produits et une augmentation des honoraires de prise ferme des titres de créance.

La provision pour pertes sur créances pour le trimestre a augmenté de 357 millions de dollars, par rapport à celle du trimestre précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a été de 194 millions de dollars, reflétant une migration du crédit principalement dans le secteur du pétrole et du gaz. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 180 millions de dollars, reflétant surtout une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit.

Les charges autres que d'intérêts pour le trimestre ont diminué de 36 millions de dollars, ou 6 %, comparativement à celles du trimestre précédent, en raison du calendrier des charges de personnel.

**Depuis le début de l'exercice – T2 2020 par rapport au T2 2019**

Le résultat net du secteur Services bancaires de gros pour les six mois clos le 30 avril 2020 s'est établi à 490 millions de dollars, une hausse de 286 millions de dollars par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une hausse des produits, en partie contrebalancée par une augmentation de la provision pour pertes sur créances et une augmentation des charges autres que d'intérêts.

Les produits se sont établis à 2 307 millions de dollars, une hausse de 838 millions de dollars, ou 57 %, en regard de ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant une augmentation des produits liés aux activités de négociation d'instruments sur taux d'intérêt et sur taux de change ainsi qu'une hausse des honoraires de prise ferme, le tout en partie contrebalancé par des pertes de négociation sur titres de participation dans un contexte de grande volatilité des marchés au deuxième trimestre.

La provision pour pertes sur créances a été de 391 millions de dollars, en hausse de 389 millions de dollars par rapport à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs dépréciés a été de 246 millions de dollars, reflétant une migration du crédit principalement dans le secteur du pétrole et du gaz. La provision pour pertes sur créances relative aux actifs productifs s'est établie à 145 millions de dollars, reflétant surtout une détérioration importante des perspectives économiques, y compris son incidence sur la migration du crédit.

Les charges autres que d'intérêts se sont élevées à 1 268 millions de dollars, en hausse de 69 millions de dollars, ou 6 %, par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, reflétant l'accroissement des charges liées au volume et l'incidence de la conversion des monnaies étrangères.

**TABLEAU 10 : SIÈGE SOCIAL**

(en millions de dollars canadiens)

	<i>Trois mois clos les</i>			<i>Six mois clos les</i>	
	<b>30 avril 2020</b>	31 janvier 2020	30 avril 2019	<b>30 avril 2020</b>	30 avril 2019
<b>Résultat net – comme présenté</b>	<b>(202) \$</b>	<b>(227) \$</b>	<b>(161) \$</b>	<b>(429) \$</b>	<b>(353) \$</b>
<b>Rajustements pour les éléments à noter<sup>1</sup></b>					
Amortissement des immobilisations incorporelles avant impôt sur le résultat	68	70	78	138	158
Moins : incidence de l'impôt sur le résultat	9	11	12	20	25
<b>Résultat net – rajusté</b>	<b>(143) \$</b>	<b>(168) \$</b>	<b>(95) \$</b>	<b>(311) \$</b>	<b>(220) \$</b>
<b>Ventilation des éléments inclus dans le résultat net – rajusté</b>					
Charges nettes du Siège social	(199) \$	(179) \$	(176) \$	(378) \$	(358) \$
Autres	56	11	81	67	120
Participations ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	18
<b>Résultat net – rajusté</b>	<b>(143) \$</b>	<b>(168) \$</b>	<b>(95) \$</b>	<b>(311) \$</b>	<b>(220) \$</b>
<b>Principaux volumes</b>					
Nombre moyen d'équivalents temps plein	17 833	17 458	16 710	17 644	16 466

<sup>1</sup> Pour des explications sur les éléments à noter, se reporter au tableau «Mesures financières non conformes aux PCGR – Rapprochement du résultat net rajusté et du résultat net comme présenté» dans la section «Notre rendement» du présent document.

Par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent – T2 2020 par rapport au T2 2019

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre s'est établie à 202 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 161 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent. L'augmentation de 41 millions de dollars s'explique principalement par une diminution de l'apport des éléments inclus au poste Autres et par une hausse des charges nettes du Siège social, en partie contrebalancées par un recul de l'amortissement d'immobilisations incorporelles. Les éléments inclus au poste Autres ont diminué de 25 millions de dollars, surtout en raison de la baisse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan. Les charges nettes du Siège social ont augmenté de 23 millions de dollars en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette rajustée s'est élevée à 143 millions de dollars, comparativement à une perte nette rajustée de 95 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice précédent.

Par rapport au trimestre précédent – T2 2020 par rapport au T1 2020

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour le trimestre s'est établie à 202 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 227 millions de dollars pour le trimestre précédent. La baisse de 25 millions de dollars s'explique principalement par une augmentation de l'apport des éléments inclus au poste Autres, en partie contrebalancée par une hausse des charges nettes du Siège social. Les éléments inclus au poste Autres ont augmenté de 45 millions de dollars, témoignant principalement d'un ajustement défavorable relatif à la comptabilité de couverture au trimestre précédent. Les charges nettes du Siège social ont augmenté de 20 millions de dollars en regard de celles du trimestre précédent. La perte nette rajustée s'est élevée à 143 millions de dollars, comparativement à une perte nette rajustée de 168 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Depuis le début de l'exercice – T2 2020 par rapport au T2 2019

La perte nette comme présentée du secteur Siège social pour les six mois clos le 30 avril 2020 s'est établie à 429 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette comme présentée de 353 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation de 76 millions de dollars s'explique principalement par une diminution de l'apport des éléments inclus au poste Autres, par une hausse des charges nettes du Siège social et par un apport des participations ne donnant pas le contrôle au cours de la période précédente. Les éléments inclus au poste Autres ont diminué de 53 millions de dollars, principalement en raison de la baisse des produits tirés des activités de gestion de la trésorerie et du bilan et d'un ajustement défavorable relatif à la comptabilité de couverture au cours de la période considérée. Les charges nettes du Siège social ont augmenté de 20 millions de dollars en regard de celles de la période correspondante de l'exercice précédent. La perte nette rajustée pour les six mois clos le 30 avril 2020 s'est établie à 311 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette rajustée de 220 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

## RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES ET DES INVESTISSEURS

### Service des relations avec les actionnaires

Si vous :	et que votre demande de renseignements porte sur ce qui suit :	Veillez communiquer avec les personnes suivantes :
êtes un <b>actionnaire inscrit</b> (votre nom figure sur votre certificat d'actions de la TD)	un dividende non reçu, un certificat d'actions perdu, une question de succession, un changement d'adresse au registre des actionnaires, un changement de compte bancaire pour le dépôt des dividendes, le plan de réinvestissement des dividendes, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'arrêt (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	<b>Agent des transferts :</b> La Société de fiducie AST (Canada) C. P. 700, succursale B Montréal (Québec) H3B 3K3 1-800-387-0825 (Canada et É.-U. seulement) ou 416-682-3860 Télééc. : 1-888-249-6189 <a href="mailto:inquiries@astfinancial.com">inquiries@astfinancial.com</a> ou <a href="http://www.astfinancial.com/ca-fr">www.astfinancial.com/ca-fr</a>
déterminez vos actions de la TD par l'intermédiaire du <b>système d'inscription direct aux États-Unis</b>	un dividende non reçu, un certificat d'actions perdu, une question de succession, un changement d'adresse au registre des actionnaires, l'élimination des envois en double aux actionnaires ou l'arrêt (ou la reprise) des envois de rapports annuels et trimestriels	<b>Coagent des transferts et agent comptable des registres :</b> Computershare P.O. Box 505000 Louisville, KY 40233, ou  Computershare 462 South 4 <sup>th</sup> Street, Suite 1600 Louisville, KY 40202 1-866-233-4836 Service ATS (pour malentendants) : 1-800-231-5469 Actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6578 Service ATS pour actionnaires à l'extérieur des États-Unis : 201-680-6610 <a href="http://www.computershare.com/investor">www.computershare.com/investor</a>
<b>déterminez en propriété véritable</b> des actions de la TD qui sont immatriculées au nom d'un intermédiaire, comme une banque, une société de fiducie, un courtier en valeurs mobilières ou une autre personne désignée	vos actions de la TD, notamment des questions au sujet du plan de réinvestissement des dividendes et de l'envoi de documents aux actionnaires	<b>Votre intermédiaire</b>

Pour toute autre question, les actionnaires peuvent communiquer avec le Service des relations avec les actionnaires de la TD par téléphone au 416-944-6367 ou au 1-866-756-8936, ou par courriel à l'adresse [tdshinfo@td.com](mailto:tdshinfo@td.com). Veuillez prendre note qu'en nous faisant parvenir un courriel ou en nous laissant un message vocal, vous consentez à ce que nous transmettions votre demande aux personnes aptes à vous répondre.

#### Accès aux documents sur les résultats trimestriels

Les investisseurs, médias et autres personnes intéressés aux résultats du deuxième trimestre peuvent accéder au présent communiqué de presse, aux diapos sur les résultats et à l'information financière supplémentaire, ainsi qu'au rapport aux actionnaires, en consultant le site Web de la TD à l'adresse <http://www.td.com/francais/investisseurs>.

#### Conférence téléphonique sur les résultats trimestriels

Le Groupe Banque TD donnera une conférence téléphonique sur les résultats, à Toronto (Ontario), le 28 mai 2020. La conférence sera diffusée en webémission audio en direct sur le site Web de la TD à 13 h 30 HE. Au cours de la conférence téléphonique et de la webémission audio, des dirigeants de la TD présenteront les résultats financiers de la Banque pour le deuxième trimestre et tiendront des discussions portant sur les informations présentées. Une période de questions destinée aux analystes suivra. Il sera possible de consulter les documents accompagnant les exposés qui auront lieu pendant la conférence sur le site Web de la TD à l'adresse <http://www.td.com/francais/investisseurs>, le 28 mai 2020, vers 12 h 00 HE. Une ligne téléphonique pour écoute seulement est ouverte au 416-641-6150 ou au 1-866-696-5894 (sans frais). Le code d'accès est le 2727354#.

La version archivée de la webémission audio et des documents des exposés pourra être consultée à l'adresse <http://www.td.com/francais/investisseurs>. Il sera également possible d'écouter la conférence à partir de 17 h 00 HE, le 28 mai 2020, jusqu'à 23 h 59 HE, le vendredi 5 juin 2020, en composant le 905-694-9451 ou le 1-800-408-3053 (sans frais). Le code d'accès est le 3336790#.

#### **À propos du Groupe Banque TD**

La Banque Toronto-Dominion et ses filiales sont désignées collectivement par l'appellation Groupe Banque TD (la «TD» ou la «Banque»). La TD est la sixième banque en importance en Amérique du Nord d'après le nombre de succursales et elle offre ses services à plus de 26 millions de clients. Ces services sont regroupés dans trois principaux secteurs qui exercent leurs activités dans plusieurs centres financiers dans le monde : Services de détail au Canada, y compris TD Canada Trust, Financement auto TD au Canada; Gestion de patrimoine TD au Canada, Placements directs TD et TD Assurance; Services de détail aux États-Unis, y compris TD Bank, America's Most Convenient Bank<sup>MD</sup>, Financement auto TD aux États-Unis; Gestion de patrimoine TD aux États-Unis et une participation dans TD Ameritrade; et Services bancaires de gros, y compris Valeurs Mobilières TD. En outre, la TD figure parmi les principales sociétés de services financiers en ligne du monde, avec plus de 14 millions de clients du service en ligne et du service mobile. Au 30 avril 2020, les actifs de la TD totalisaient 1,7 billion de dollars CA. La Banque Toronto-Dominion est inscrite à la Bourse de Toronto et à la Bourse de New York sous le symbole «TD».

#### **Pour plus de renseignements, communiquez avec :**

Gillian Manning, chef, Relations avec les investisseurs, 416-308-6014  
Mathieu Beaudoin, Relations avec les médias, 514-289-1670